



N°08 · 23.02.2024 · 71. Jahrgang

Unabhängige Wochenzeitung für Politik, Wirtschaft und Kultur

POLITIK

Pilot-Krankenhaus

Gespräch mit dem scheidenden CHL-Generaldirektor Romain Nati über das 1975 gegründete *hôpital fermé* und die Zukunft der Klinikmedizin

Schule 4.0

Die Digitalisierung in der Grundschule hält das Bildungsministerium für eine Priorität. Theorie und Praxis klaffen stark auseinander

Le moment opportun

Des Luxembourgeois d'origine bosniaque ressuscitent le débat sur la reconnaissance de la Palestine

WIRTSCHAFT

Position dominante

En rachetant le grossiste Heintz, la famille brassicole Lentz consolide sa position dominante. L'Autorité de la concurrence regarde, impuissante

FEUILLETON

La délivrance de la Villa Kutter

De son vivant, l'œuvre de Joseph Kutter était largement inconnue au Luxembourg. Même sa magnifique Villa du semble l'avoir trahi



ADR-Télé

IIII France Clarinval

Il a suffi de 90 secondes pour que, le 23 novembre dernier, la Chambre des députés approuve, à main levée, la désignation de Tom Weidig (ADR) comme son représentant au sein de la « Commission de suivi de la convention portant sur la prestation du service public luxembourgeois en matière de télévision ». Ce fut rapide car il était le seul candidat, proposé par la Conférence des présidents, selon le règlement de la Chambre. La commission de suivi se réunit « au moins deux fois par an ». Elle a principalement pour mission de contrôler si RTL remplit les conditions pour obtenir un financement public notamment le respect des règles déontologiques et des exigences de contenu. Un seul député y siège, aux côtés du Commissaire de gouvernement et de « personnes désignées par le ministre des Médias ».

La Chambre fait ainsi cadeau à un député de l'opposition d'un des rares postes de contrôle du média le mieux doté du paysage luxembourgeois. Auparavant, et depuis 2020, ce rôle était dévolu à la députée écologiste Djuna Bernard, dans la majorité, donc. Par ailleurs, il est de tradition de réserver trois sièges au conseil d'administration de CLT-UFA à des parlementaires. Sièges généralement partagés entre les chefs de fractions de la majorité et de l'opposition. Gilles Baum (DP) vient d'être rejoint par Marc Spautz (CSV) et Taina Bofferding (LSAP) en remplacement de Claude Wiseler et Yves Cruchten.

La nouvelle mission de Tom Weidig fera-t-elle évoluer la position de l'ADR vis-à-vis des médias en général et de RTL en particulier ? Pendant la campagne électorale, le parti a beaucoup joué les Caliméro, estimant que les médias « mainstream » ne leur donnaient pas assez la parole ou n'avaient pas une attitude bienveillante à leur endroit. Dans plusieurs interviews, les candidats, Fred Keup en tête, fustigeaient les « journalistes de gauche, éloignés des gens ». L'ADR, en particulier son ancien député et ancien porte-parole en matière de politique médiatique, Roy Reding, a souvent regardé d'un œil critique le soutien de l'État à RTL. Cependant, le parti populiste avait voté en faveur de la loi de financement du service public de télévision à hauteur de 97,6 millions pour la période de 2024-2030 couverte par la convention liant RTL et l'État. En mai 2022, le texte avait été adopté par 52 voix pour et deux abstentions venant des deux députées de Déi Lénk.

En janvier, Carlo Kirsch, trésorier de la section ADR Nord et candidat aux législatives a lancé une pétition demandant « l'annulation de l'accord entre l'État et la CLT-UFA » et la « suppression de toutes les subventions de l'État à RTL ». Il justifie cette demande en estimant que la chaîne ne remplit pas son obligation d'être « une source d'information indépendante et neutre ». Parmi les signataires : des candidats ADR aux municipales comme Alex Rasquin ou aux législatives comme Pierrot Simon et Krystyna Gawlik.

La semaine dernière, sur Facebook, Tom Weidig a volé au secours de RTL. Il a écrit que la pétition était « contraire à la ligne du parti » puisque le parti avait voté le soutien à la chaîne. Ce post lui a valu une vague de commentaires négatifs et d'incompréhension. Mais le député tient bon. Il considère que RTL « fait beaucoup pour notre langue » et, que sans RTL, « nous pourrions perdre une grande partie de notre identité ». Il répond aux commentaires « ce n'est pas parfait et de nombreux journalistes sont délibérément contre nous ». Mais surtout il ne voit « pas d'alternative » à RTL Télé, si ce n'est une « Télévision 100komma7 » qui « doit être évitée ».

Et c'est bien ce que l'ADR craint : une chaîne publique engagée en faveur de la démocratie. Partout, l'audiovisuel public est critiqué par les partis populistes et d'extrême droite. Au minimum depuis Trump, les médias sont globalement décredibilisés en faveur des réseaux sociaux, portes ouvertes aux *fake news*. En Allemagne, l'AfD voudrait privatiser ARD et ZDF. Marine Le Pen en avait fait un thème de sa campagne électorale de 2022 considérant que « la privatisation d'un audiovisuel public permettra de consolider le secteur audiovisuel privé qui subit la concurrence de plateformes aux moyens considérables ». En Italie, un nouveau directeur proche de Fratelli d'Italia a été nommé à la tête de la Rai. Dans les JT, déjà, les temps de parole des différentes formations politiques paraissent déséquilibrés, au bénéfice des partis au pouvoir.

L'avenir de l'audiovisuel public, notamment après 2030 et la fin de la convention ne figure pas dans le programme gouvernemental. Il ne semble pas non plus intéresser la plupart des partis qui ne l'évoquaient guère dans leur programme (à l'exception du LSAP). Dans celui de l'ADR, il était demandé que « les médias bénéficiant d'aides à la presse accordent une place aux opinions qui ne correspondent pas à leur propre ligne éditoriale ». Tom Weidig va pouvoir surveiller RTL mais qui va surveiller Tom Weidig ? ●





Sven Becker

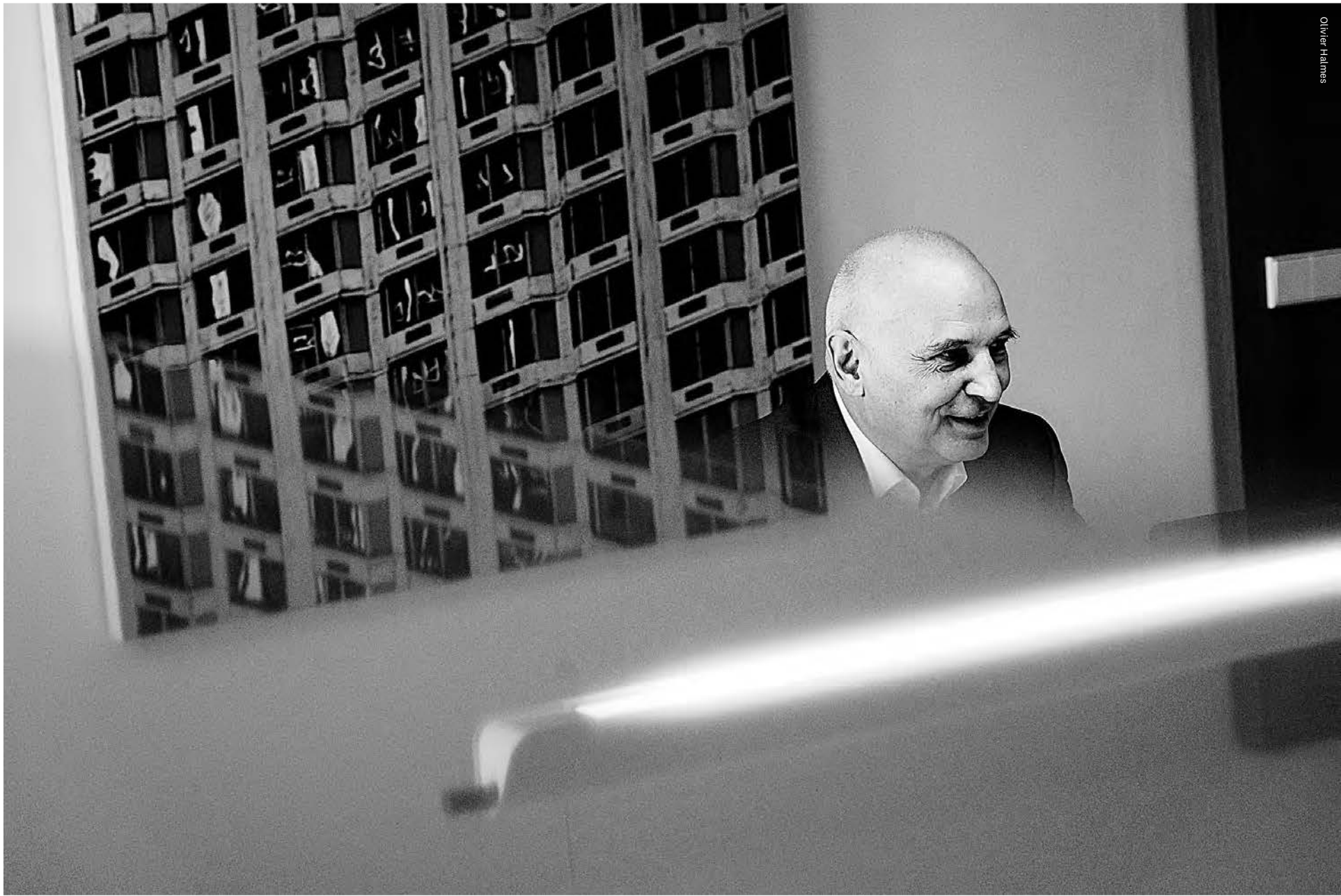
Pilot-Krankenhaus

IIII Interview: Peter Feist

Gespräch mit dem scheidenden CHL-Generaldirektor Romain Nati über das 1975 gegründete *hôpital fermé*, die Zukunft der Klinikmedizin und ihre Finanzierung



Medizinstudenten nehmen an einer Operation teil. Eine Rolle in der Ausbildung zu spielen, ist dem CHL per Gesetz aufgetragen



Oliver Halms

Romain Nati am Dienstag in seinem Büro

Am 29. Februar ist Romain Natis letzter Arbeitstag als Generaldirektor des Centre hospitalier de Luxembourg. Mit einer feierlichen Séance wird er verabschiedet. Seine Nachfolgerin Martine Goergen – bisher die Medizinische Direktorin des CHL –, die ab 1. März übernimmt, wird sich vorstellen, ebenso Martine Goergens Nachfolger Guy Berchem im Amt des Medizinischen Direktors. Romain Nati hatte der Commission administrative des CHL vergangenen Sommer mitgeteilt, aus der Direktion ausscheiden zu wollen. Der Kandidat auf der LSAP-Zentrumsliste zu den Kammerwahlen kam damit auch Spekulationen zuvor, ob der Generaldirektor eines großen Krankenhauses die Zeit hätte, auch Abgeordneter zu sein.

d'Land: Herr Nati, am 29. Februar ist Ihr letzter Arbeitstag. Wissen Sie schon, was Sie am 1. März machen?

Romain Nati: Ich fliege nach Thailand.

Nicht schlecht! Wären Sie am 8. Oktober ins Parlament gewählt worden, wäre in der ersten Märzwoche vielleicht eine Kommissionssitzung.

Ja, aber dass ich gewählt würde, war nicht sehr wahrscheinlich und auch nicht mein erstes Ziel. Ich habe vor allem kandidiert, um Paulette Lenert zu unterstützen. Ich war hundertprozentig von der Politik überzeugt, die sie gemacht hat, und wollte meinen Beitrag leisten. Das gelang ein bisschen – im Zentrum gewann die LSAP einen Sitz hinzu.

Was halten Sie vom Gesundheits-Kapitel im Koalitionsvertrag der CSV-DP-Regierung? Nicht in erster Linie als LSAP-Politiker, sondern als Krankenhausdirektor?

Es ist vielen Punkten vage gehalten und kann so oder so ausgelegt werden. Das muss nicht schlecht sein. Mein Eindruck ist aber, dass das Kapitel nicht aus einem Guss ist. Vielleicht wurden verschiedene Ideen geäußert, die am Ende mit rein sollten ins Regierungsprogramm. Gesundheitspolitisch scheint es eher ein Programm der Kontinuität zu sein als ein Paradigmenwechsel. Ich lese zum Beispiel, dass es bei der *médecine conventionnée* mit der CNS bleiben soll. Daraus folgt eine Menge, da ist der Rahmen schon mal gesetzt. Aber es gibt einigen Spielraum für die Exekutive, um ihn auszufüllen.

Sind Sie der neuen Ministerin schon begegnet?

Aus dem Staatsrat kenne ich Martine Deprez schon lange, wir haben in der Kommission Gesundheit, Sozialversicherung und Arbeit des Staatsrats zusammengearbeitet. In ihrem neuen Amt als Ministerin traf ich sie gestern, da war sie hier auf offiziellem Besuch (*das Interview mit Romain Nati fand am Dienstag statt, d.Red.*).

Sie ist auf *Nolauschartour*?

Sie hört zu, und sie kann zuhören. Ich meine, dass sie Entscheidungen trifft, wenn sie ein Dossier beherrscht. Ich habe ein äußerst positives Vorurteil, was ihre Arbeit angeht.

Wie groß war die Innovation, als 1975 das CHL gegründet wurde?

Strukturell war sie groß. Sie brachte eine andere Variante des Funktionierens eines Spitals ins System: ein *hôpital fermé*. Ein *hôpital ouvert* hat Patienten strenggenommen nur, wenn Ärzte sie von draußen mitbringen. Der Patient hat dann einen Vertrag mit dem Arzt über die medizinische Behandlung, mit dem Krankenhaus hat er einen über den Aufenthalt dort. In einem *hôpital fermé* dagegen ist der Arzt Teil des Ganzen. Die Stationen im Spital sind entsprechend strukturiert, die Medizin ist nach Spezialitäten organisiert. Die Ärzte sind permanent präsent, das Pflegepersonal entwickelt spezialisierte Kompetenzen. Darauf wurde am CHL von Anfang an viel Wert gelegt.

Konnte für diese neue Art von Spital nur die sozialliberale Koalition sorgen, die 1974 bis 1979 an der Regierung war?

Die Verabschiedung des CHL-Gesetzes fiel in diese Zeit, aber das Projekt wurde mehr als zehn Jahre lang vorbereitet. Vor Emile Krieps von der DP waren daran CSV-Gesundheitsminister beteiligt. Die Stadt Luxemburg spielte eine wichtige Rolle, anfangs LSAP-Bürgermeister Paul Wilwertz, eingeweiht wurde das CHL von Colette Flesch von der DP. Als eine neue Errungenschaft der Jahre 1974 bis 1979, wie zum Beispiel die Entkriminalisierung der Abtreibung, kann man das CHL demnach nicht bezeichnen.

Parlamentarischer Berichterstatter zum CHL-Gesetzesentwurf war der DP-Abgeordnete Robert Prüssen, der selber Krankenhausarzt war. Bei der Lesung des Gesetzesentwurfs am 18. November 1975 hielt er in der Kammer ein leidenschaftliches Plädoyer für ein öffentliches *hôpital fermé* und sagte sogar, die besondere Strukturierung des CHL mit Vollzeit-Medizinern „s'étendra sûrement sur nos autres centres hospitaliers régionaux Ettelbruck et Esch-sur-Alzette, évidemment seulement après cette expérience, espérons-le, concluante“.

So funktionieren wir immer noch und wollen das auch weiterhin.

Konnte das CHL sich in den Jahren seither so entfalten?

Ja und nein. Es hat seinen Platz in der nationalen Krankenhauslandschaft eingenommen. Die meisten nationalen Dienste sind bei uns angesiedelt, 12 von 18. Es arbeiten 2 700 Leute hier, auf 40 Stationen, die Aktivität des CHL ist riesig. Aber es agiert in einem Rahmen, der ihm Grenzen setzt. Jeder Luxemburger Arzt kann nur abrechnen, was er an Behandlungsakten am Patienten geleistet hat. Der angestellte CHL-Arzt rechnet genauso ab. Wir sind von der Tarifierung her mit der liberalen Medizin gleichgestellt, bezahlen unsere angestellten Ärzte aber mit Pauschalen. Die Einnahmen dafür können nur die Tarife pro Akt sein, die in der Gebührenordnung der Ärzte stehen. Die aber enthält von Disziplin zu Disziplin zum Teil große Ungerechtigkeiten. Das ist eine Bürde für uns. Trotzdem eine gute Organisation hinzukriegen, obwohl die Einnahmen bei gleicher Arbeit des Arztes unterschiedlich sind, ist überhaupt nicht einfach.

Der jüngste Jahresbericht der Generalinspektion der Sozialversicherung deutet das an: Die durchschnittlichen Honorareinnahmen pro Spezialität und Arzt lagen 2022 zwischen 170 000 Euro in der Neuropsychiatrie und 800 000 Euro in der Radiologie. Wenn das CHL all diese Disziplinen hat, wie gleicht es solche Unterschiede aus?

Dat ass en Défi! Es soll ja möglichst kein Arzt sagen: Ich gehe ein paar Kilometer weiter, wo ich für dieselbe Arbeit als freiberuflicher Belegarzt ein Mehrfaches verdiene, weil ich mein Honorar behalten kann. Auf der anderen Seite ist beispielsweise die Kinderheilkunde im liberalen Sektor eine weniger attraktive Fachdisziplin. Es ist kein Zufall,

„Team-Besprechungen gibt es im Tarifsysteem der Ärzte nicht. Vergütungsmäßig ist nicht vorgesehen, dass Ärzte miteinander sprechen.“

dass unsere *Kannerklinik* so groß ist, während andere Spitäler Probleme haben, auch nur eine *pédiatrie de proximité* auf die Beine zu stellen. Dass andererseits – wenn wir auf die gut dotierten Disziplinen schauen – gefragt wird: „Wieso sollen radiologische Untersuchungen nicht auch in einem *secteur extrahospitalier* möglich sein?“, ist ebenfalls kein Zufall.

Das heißt, am CHL wird zwischen Radiologen und Kinderärzten umverteilt?

Ja, und zum Glück gibt es nach wie vor Ärzte, für die der Verdienst nicht das höchste der Gefühle ist und die Erfüllung auch in anderen Hinsichten suchen. Dem versuchen wir, gerecht zu werden: durch unsere Arbeitsorganisation, durch Aktivitäten in Ausbildung und Forschung.

Eigentlich ist es ja verrückt, ausgerechnet das öffentliche *hôpital pilote*, wie es 1975 im Parlament genannt wurde, dazu anzureizen, dass seine Ärzte so viel wie möglich in Rechnung stellen. Gab es nie politische Vorstöße, daran etwas zu ändern?

Naja, verrückt bin ich deshalb noch nicht geworden. Ich sage auch nicht, dass die Abrechnung pro Akt per se schlecht ist. Aber sie ist der einzige Ansatz in unserem Land und damit der Motor für ärztliche Tätigkeit in sämtlichen Spitälern. Gut wäre, auch andere Verrechnungsmöglichkeiten zu haben. Sie fragen nach Vorstößen: Nach meiner Erfahrung war das für die entscheidenden Instanzen nie Grund zu großer Sorge. Beim Ärzteverband AMMD sowieso nicht, er ist gegen eine Abkehr vom Akte-Ansatz. Aber auch die CNS war nie stark an alternativen Modellen interessiert, nicht mal an Pilotversuchen. Team-Besprechungen zum Beispiel gibt es im Tarifsysteem der Ärzte nicht. Es ist demnach vergütungsmäßig nicht vorgesehen, dass Ärzte miteinander sprechen und sich über den Parcours der Patienten austauschen. In der Onkologie wurde ein Tarif für multidisziplinäre Besprechungen eingeführt. Aber als Akt am Patienten – alles muss in dieses Schema passen. Mit der Konsequenz, dass die CNS diesen Tarif zwar für die Onkologie akzeptiert hat, aber auf der Bremse steht, sowas auch in anderen Bereichen zu ermöglichen. Gut ist das nicht. Eigentlich müssten nicht nur Ärzte miteinander sprechen, sondern auch Ärzte und Pflegepersonal. Es gibt einen *forfait hospitalisation*, wiederum als Akt, in dem Besprechungen inbegriffen sein sollen. Aber ob sie stattfinden oder nicht, spielt keine Rolle, denn der Tarif bleibt derselbe.

Wie steuert das CHL dem entgegen, wenn die Einnahmen diesen Regeln unterliegen?

Wir haben gelernt, mit ihnen zu arbeiten. Gegengesteuert haben wir zum Beispiel vor ein paar Jahren mit einer Reform der Verträge unserer angestellten Ärzte. Sie wurden um einen variablen Teil ergänzt: Wer mehr arbeitet, kann in gewissen Grenzen mehr verdienen. Aber ohne, dass wir dazu anreizen wollen, möglichst viel abzurechnen; die Reform ist ziemlich komplex in dieser Hinsicht. Wir mussten das intern machen, um überhaupt weiter funktionieren zu können und die Verdienstmöglichkeiten am CHL wettbewerbsfähig gegenüber Häusern mit liberaler Medizin und Belegärzten zu halten.

Vor allem Ärzt/innen des CHL sind Mitglied im Verband der Médecins salariés hospitaliers (MSH). Im Dezember schrieb die MSH, die Spitäler „entlasten“ zu wollen, wie das im Koalitionsvertrag steht, sodass sie sich stärker auf „schwere und komplexe Erkrankungen konzentrieren“ können, müsse unbedingt einhergehen mit einer anderen Finanzierung. Sind das Ihre Argumente in einer anderen Form?

Auf weniger schwere Fälle können wir zum einen wegen unseres Ausbildungsauftrags nicht verzichten. Der steht im CHL-Gesetz. Ein *terrain de stage* für angehende Ärzte zu sein, bedeutet, die Studenten mit dem ganzen Spektrum einer spezialisierten Fachrichtung zu konfrontieren. Also auch mit leichteren Fällen. Zum anderen stellt sich tatsächlich erneut die Finanzierungsfrage: Wenn ein bei uns angestellter Spezialist sich eine Stunde lang mit einem Patienten unterhält, aber das Honorar laut Akt in der Gebührenordnung dasselbe ist wie für eine Sprechstunde von 15 Minuten bei einer weniger komplexen Erkrankung, dann ist es für das Spital schwierig, sich auf das Komplizierte konzentrieren zu wollen, wenn es dem Arzt ein kompetitives Gehalt zahlen möchte. So einfach ist das.

War das nie ein Thema für die Politik, für die LSAP auch nicht?

Sagen wir es mal so: Es gab noch keine Regierung, die sich das so in ihr Koalitionsprogramm geschrieben hat. Wahrscheinlich, weil man es ja national umsetzen müsste. Dann stellen sich Fragen wie die nach der Gleichheit vor dem Gesetz oder, prosaischer ausgedrückt, ob das CHL gegenüber den anderen Spitälern bevorzugt würde. Wir geben die Hoffnung nicht auf, dass sich vielleicht für die nationalen Dienste etwas finden lässt. Die *services nationaux* spielen in der Versorgung eine besondere Rolle.

Wie schätzen Sie die Konkurrenz zwischen den Spitälern ein, vor allem in Luxemburg-Stadt? In den Neunzigerjahren setzte die CSV sich massiv dafür ein, die *Stater* Kongregationskliniken zu einem großen „privaten“ Konkurrenten des öffentlichen CHL zu fusionieren. Was mit dem Hôpital Kirchberg schließlich geschah. Die Hôpitaux Robert Schuman sind heute noch größer.

Ich kam 2008 in die CHL-Direktion. Zunächst als Medizinischer Direktor, 2012 wurde ich Generaldirektor. Ich meine, in diesen 15 Jahren war der Drang nach Konkurrenz nie so schwach wie heute. Mein Arbeitsverhältnis mit dem Generaldirektor der Hôpitaux Schuman ist sehr gut. Natürlich spielt jeder seine Rolle gegenüber seinem Krankenhaus-Träger. Doch die Zeiten, in denen alles gut war, was man selber bekam, aber der andere nicht, sind vorbei.

Wie kam es dazu?

Vielleicht lag es am Charakter der Leute in den Führungspositionen. Und daran, ob sie von ihrem Verwaltungsrat bedrängt werden oder nicht, Beute einzufahren. Seit ein paar Jahren treffen sich die Präsidenten der Verwaltungsräte der vier Akutspitäler regelmäßig. Dass sie dort nicht darüber reden, wie der eine seinen Direktor dazu anstacheln kann, den anderen etwas wegzunehmen, ist klar. Es ist ein konstruktiver Geist entstanden. Ganz bestimmt eine Rolle gespielt hat die Covid-Pandemie. Da waren wir nur gemeinsam stark, diese Erfahrung wirkt bis heute nach.

Aber hat ein *hôpital fermé* wie das CHL am Ende nicht doch andere Ziele und Prioritäten als die anderen drei Häuser, die *hôpitaux ouverts* sind?

Das ist ein wichtiger Punkt. Ich stelle fest, dass in den anderen Direktionen viel proaktiver über die Krankenhausmedizin diskutiert wird als noch in der gar nicht weit zurückliegenden Vergangenheit. Da wird die Frage gestellt, ob freiberufliche Belegärzte stärker ins Spital als Betrieb integriert sein sollten und ob das *hôpital ouvert* im 21. Jahrhundert das Maß aller Dinge sein kann.

Salariatsmedizin überall?

Auch am CHL sind nicht alle Ärzte angestellt. Freiberufler sind bei uns *médecins coopérants*, das hat verschiedene historische Gründe. Mit einem Schlag überall Saliariatsmedizin einzuführen, wäre gar nicht möglich. Das wäre eine Einschränkung eines freien Berufes, die noch eine ganz andere Größenordnung hätte als einem Radiologen zu untersagen, in einer Praxis ein IRM zu betreiben. Ich könnte mir eine Ausweitung der Kohabitation von Angestellten und Freiberuflern, so wie am CHL, vorstellen. Oder dass ein Belegarzt bestimmte Leistungen wie bisher *à l'acte* abrechnet, während er für andere pauschal bezahlt wird – für administrative Leistungen zum Beispiel oder für Forschungsaktivitäten.

Wie wird am CHL Qualität gemessen?

Zunächst, indem wir intern durch interdisziplinäre Teamarbeit für Transparenz sorgen. So diskutieren die Teams, wie sie arbeiten, ob das dem *state of the art* entspricht. Beziehungsweise, wenn etwas nicht gut lief, woran das lag, ohne jemanden zu beschuldigen. Das ist eine Art *peer*



Ärzte im Praktikum zu ihrer Spezialausbildung bei einer Visite am Krankenbett

review und der interne Aspekt. Extern versuchen wir, Akkreditierungen und Zertifizierungen zu erlangen, die ein Ausweis für Qualität sind und die man sich immer wieder neu verdienen muss. Fachdienste lassen wir zertifizieren, das ganze Krankenhaus akkreditieren. Das CHL hat die Akkreditierung JCI. Sie ist für uns wichtig. Da werden sämtliche Prozesse durchleuchtet: Wie die Abläufe der Behandlungen beschaffen sind, also die Parours der Patienten; wie ihre Familien eingebunden werden; wie das Spital seine Tätigkeit dokumentiert; ob es Hygiene-Aktionspläne gibt, wie sie aufgestellt und evaluiert werden. Die Liste ließe sich noch fortsetzen. Die Frage, wie kontrolliert wird, was ein Arzt macht, gehört auch dazu. Luxemburg hat ein System, das es zum Beispiel mir als Facharzt für Lungenkrankheiten nicht prinzipiell verbietet, Untersuchungen am Herzen vorzunehmen. Oder ein Kind zur Welt zu bringen. Am CHL geht das nicht. Kann man sich heute vorstellen, dass ein Chirurg morgens einen Bauch operiert und nachmittags einen Beinbruch? Das gab es schon. So ein Katalog, der einem Klinikarzt erlaubt, bestimmte Dinge zu tun und andere nicht, heißt *privileging*. Am CHL ist das einfacher durchsetzbar als an einem Belegarzt-Krankenhaus.

Nehmen wir an, Sie könnten das Gesundheitssystem ganz neu entwerfen. Wie sähe es aus?

Auf einem weißen Blatt? Ich denke, wir haben zu viele Spitäler! Nicht als Gebäude, aber als Organisationsstrukturen. Zehn Verwaltungsräte, zehn Direktionen – das ist nicht effizient. Es müsste auch viel mehr mutualisiert sein, nicht nur hypothetisch auf dem weißen Blatt, sondern im heutigen System auch: Labors, Sterilisation, die gemeinsame Einkaufszentrale, von der schon seit Jahren die Rede ist. Und die Informatik: Wieso hat beinah jeder ein anderes Krankenhaus-Informationssystem?

Welche Rolle würde der *secteur extrahospitalier* in ihrem Entwurf spielen? Das Thema wird ja politisch wieder

„Ich denke, wir haben zu viele Spitäler. Nicht als Gebäude, aber als Organisationsstrukturen. Zehn Verwaltungsräte, zehn Direktionen – das ist nicht effizient.“

zur Sprache kommen, wenn die Regierung durch den *extrahospitalier* die Spitäler entlasten will, damit sie sich auf das Wichtige konzentrieren können.

Da müssten wir zunächst klären, was *extrahospitalier* bedeuten soll: außerhalb der Mauern eines Spitals oder außerhalb seiner Organisation? Wenn außerhalb der Mauern gemeint sein soll, damit die Leute weniger oft ins Spital gehen müssen, wieso nicht? Unser Praxiszentrum in Mersch zum Beispiel bietet das an. Außerhalb der Organisation der Spitäler würde die Frage sich anders stellen. Da müsste es ein *level playing field* geben, die Spitäler dürfen nicht geschwächt werden. Wobei: Ich bin wahrscheinlich der Direktor, der die wenigsten Probleme mit Auslagerungen hätte. Die Ärzte, die am CHL angestellt sind, haben das so gewählt. Ein Direktor eines *hôpital ouvert*

dagegen müsste fürchten, dass Belegärzte dem Spital den Rücken kehren, falls sie meinen, ihre Wünsche würden anderswo besser erfüllt.

Aber die Patienten könnten finden, dass es bequemer ist, in ein *Centre médical* zu gehen als in ein Krankenhaus.

Stimmt. Es ist vielleicht nicht so weit dorthin, die Suche nach einem Parkplatz ist weniger aufwändig, die Gänge sind nicht so lang und es herrscht weniger Betriebsamkeit. In solchen Zentren müsste natürlich dieselbe Qualität angeboten werden wie in Spitälern, es müssten dieselben Hygieneregeln befolgt werden. Und – jetzt bin ich wieder ganz Dienstleister – für das Personal dürften keine schlechteren Arbeitsbedingungen und kein kleineres Gehalt gelten als laut dem Kollektivvertrag für die Spitäler. Aber dann, fürchte ich, wird es diese anderen „neuen“ Akteure nicht geben. Denn die machen das kaum für das Gemeinwohl, sondern mit Blick auf die Gewinnspanne.

Was machen Sie nach der Rückkehr aus Ihrem Urlaub?

Ich werde meine neuen Freiräume genießen. Ich werde weiterhin als Pneumologe am CHL praktizieren, aber als freiberuflicher *médecin coopérant*. Dass ich das CHL verlasse, habe ich nie gesagt, ich verlasse nur die Direktion und trete als Angestellter in den Ruhestand. Mein Pensum als Arzt wird aber durchaus überschaubar bleiben.

Und die Politik? Sie haben mal gesagt, nach dem Ausscheiden aus dem Staatsrat hätten Sie sich gefragt: Was jetzt? Dann kam die Kandidatur zu den Kammerwahlen. Und was jetzt?

Mal sehen. Meiner Partei bleibe ich nach 45 Jahren Mitgliedschaft natürlich weiterhin treu, jegliche repräsentative Tätigkeiten sind allerdings kein Thema mehr. Sicher ist, dass ich ab 1. März in allen Hinsichten unabhängiger sein werde. Alles andere findet sich. ●

B L O G			„E gutt Bild“		
Bei der LSAP steht seit Ende voriger Woche fest, dass auf ihrer Liste Nicolas Schmit, designierter Spitzenkandidat der Europäischen Sozialisten, den ein Kongress in Rom nächsten Samstag bestätigen dürfte, nicht figurieren wird. Das maximiert die Aussichten für den aktuellen Europa-Abgeordneten Marc Angel. Doch weil weder Paulette Lenert antritt, noch Jean Asselborn, sind die Chancen für die LSAP auf ein weiteres Mandat neben dem von Marc Angel beschränkt. ^{PF}			Dass das Ministerium des öffentlichen Dienstes keine klaren Vorstellungen von der Entwicklung der Pensionen der Staatsdiener hat (<i>d’Land</i> , 19.2.2024), deutet auch die Antwort von CSV-Minister Serge Wilmes auf eine parlamentarische Anfrage des DP-Abgeordneten André Bauler an. Bauler wollte wissen, wie viele Staatsbeamte und -angestellte in den letzten drei Jahren pensioniert wurden und wie viele bis 2030 in Pension gehen werden. Wilmes gibt an, im vergangenen Jahr seien 699 pensioniert worden, im Jahr zuvor 599 und 674 im Jahr 2021. Berücksichtige man, dass Ende 2023 insgesamt 3 118 Staatsbeamte älter als 56 waren, davon wiederum 514 älter als 60, ergebe sich „e gutt Bild wéi vill Beamten an deenen nächsde Joer wäerten a Pensiouen goen“. Allerdings ist das nicht nur keine klare Aussage zur Entwicklung bis 2030. Serge Wilmes schlug den 3 118 Beamten auch solche zu, „déi eng Invaliderent zougestan kruten“, sowie „Beamte vun der Police a vun der Arméi, déi – am transitoresche Pensiousregime – 5 Joer éischder Urecht op eng Pensiouen hunn“.		
Nicht François Bausch, wie <i>RTL</i> zunächst meldete, sondern der Sprecher der Jonk Gréng, Fabrizio Costa, wird neben der aktuellen Abgeordneten Tilly Metz Ko-Spitzenkandidat der Grünen zu den Europawahlen. Auf der am Mittwoch veröffentlichten Kandidatenliste steht Bausch aber, neben Parteipräsidentin Djuna Bernard, der früheren Ost-Abgeordneten Chantal Gary und Patrick Hurst, Lehrer und Präsident des Centre pour l’égalité de traitement. Ein Kongress von Déi Gréng muss am 16. März der Liste noch zustimmen. Käme der frühere Vizepremier und heutige Abgeordnete (Foto: Gilles Kayser) ins Europaparlament, würde Parteipräsidentin Bernard in die Kammer nachrücken.			Zum Glück werden die Abgänge, jedenfalls über den ganzen Staatsdienst gesehen, mehr als ersetzt: Gegenüber 657 im Schnitt der Jahre 2021 bis 2023 Pensionierten liege der Personalzuwachs bei „méi wéi 1 500 Persounen pro Joer“, so Wilmes. Was das für Auswirkungen auf die Pensionsansprüche im öffentlichen Dienst haben wird – für den <i>Privé</i> nannte Jean-Claude Juncker das die „Rentenmauer“ –, erläuterte Wilmes nicht, aber Bauler hatte auch nicht danach gefragt. Mehr in diese Richtung zielt eine Anfrage des Abgeordneten Mars Di Bartolomeo (LSAP) an Serge Wilmes und Finanzminister Gilles Roth (CSV) über die Entwicklung des Spezialfonds, aus dem die Staats-Pensionen bezahlt werden, in den kommenden zehn Jahren und nach dessen „Reserven“. Dass es keine gibt, der Fonds vielmehr abhängt von einer Dotation aus der Staatskasse jedes Jahr, weiß Di Bartolomeo natürlich. Gilles Roth weiß es auch, woher der politische Wind weht, ebenfalls. Dem Kammerpräsidenten schrieb Roth am Dienstag, er halte sich für nicht zuständig, die Anfrage zu beantworten (Foto von der Staatskantine zur Mittagspause: Sven Becker). ^{PF}		
POLITIK			Grenzen der Freiheit		
Kandidatenreigen			Wie schon ihrer Vorgängerin Paulette Lenert (LSAP), macht die Radiologie-Praxis Hygie Imagerie in Esch nun auch CSV-Gesundheits- und Sozialministerin Martine Deprez Sorgen. Auf einen <i>RTL</i> -Bericht hin, laut dem Patienten <i>convenances personnelles</i> von bis zu 120 Euro berechnet wurden, weil die Leistungen sonst nicht „rentabel“ seien, schaltete Martine Deprez die Überwachungskommission für die Krankenversicherung ein. Für die CSV ist die Sache politisch delikат: Im Wahlkampf versprach sie „Freiheit für die Privatinitiative“. Dass die ihren Kostenpunkt hat, sieht man nun. Allerdings ist Hygie Imagerie, weil sie einen CT-Scanner und einen Mammografen betreibt, nicht konform zum Ende Juli verabschiedeten „Antennen-Gesetz“. Dieses sieht beim Fehlen einer Betriebsgenehmigung für Apparate, die nur in Spitälern oder „Antennen“ eingesetzt werden dürfen, eine Strafe zwischen 5 000 und 100 000 Euro vor. Auf die Frage des <i>Land</i> , weshalb die Ministerin nicht dazu greift, um die Bürger/innen zu schützen, erwiderte das Ministerium, „leider“ nicht mehr mitteilen zu können, als Deprez gegenüber <i>RTL</i> erklärt hat. Hygie Imagerie soll demnach eine Frist bis zum Sommer eingeräumt werden soll, um sich mit dem Centre hospitalier Emile Mayrisch (Chem) auf eine Antenne zu einigen. Vielleicht: Wie der Chem-Generaldirektor sich bei <i>RTL</i> verstehen ließ, scheint die Firma hinter Hygie, eine Soparfi mit einem Investitionsfonds als Hauptaktionär steht, daran nicht stark interessiert zu sein. Vielleicht will er testen, wo die Grenzen der Freiheit mit der CSV an der Regierung liegen. ^{PF}		
Es geht weiter			Die Chambre du conseil des Bezirksgerichts Luxemburg entschied am Mittwoch, dass die früheren Gendarmen Pierre Reuland, Guy Stebens, Charles Bourg, Armand Schockweiler und Aloyse Harpes sich wegen falscher Aussagen im Bommeleeër-Prozess 2013 bis 2014, beziehungsweise wegen Behinderung der Justiz vor einer Kriminalkammer verantworten müssen. Dem früheren Mitglied der Brigade mobile Marcel Weydert und den beiden ehemaligen Beamten der Sûreté publique Paul Haan und Guillaume Büchler werden falsche Zeugenaussagen vorgeworfen. Die Richter folgten damit nicht der Staatsanwaltschaft, die acht Personen mit den Attentaten selbst in Verbindung zu bringen. Legen die Beschuldigten Berufung ein, wozu sie fünf Tage Zeit haben, würde darüber vor der Chambre du conseil des Berufungsgerichtshofs verhandelt. ^{PF}		
WOHNUNGSBAU			Schneller werden		
Bei der <i>Logementsreunioun</i> gestern im Senninger Schloss wurde vereinbart, bis Ende Mai die Vereinfachung und Beschleunigung der Genehmigungsprozeduren zu studieren. CSV-Premier Luc Frieden nannte die Gespräche „exzellent“. ^{PF}					

|||||

Frau Beissel kann Judo

||||| Peter Feist

„Ech hu gesot, ech entschëllege mech, an ech maachen dat, well dat lo ugeholl gëtt, datt dat soll gemaach ginn“, sagte die *Stater* DP-Schöf-fin Simone Beissel am Dienstag Nachmittag im *Radio 100,7*. In anderen Worten: Eigentlich versteht sie nicht, weshalb sie sich entschuldigen sollte. Für ihre Erinnerungsarbeit, dass in der Hauptstadt „op eemol iwwerall Leit souzen, déi vill méi donkelhäiteg waren“? Für die Abenteuergeschichte, wie sie als ehemalige Judoka „direkt a Kampfpositioun“ gegangen sei, als drei junge Roma sie am Passieren der *Groussgaass* hätten hindern wollen, falls sie ihnen kein Geld gegeben hätte? Oder für die Erklärung, Bettlern gebe sie „keen Su“, sondern Nusszipfel, Thüringer und Tee, „ech fiddleen si dauernd“?

Simone Beissel weiß, dass die Januar-Folge ihres „Riicht eraus“ mit Astrid Lulling im YouTube-Kanal *Apart TV* eine Art Volksempfinden traf. Mag sein, dass sie sich in einen „Eifer des Gefechts“ redete, wie sie nun behauptet. Aber live waren die beiden Damen nicht. Die Möglichkeit, die Aufzeichnung zu editieren oder ganz neu aufzunehmen, bestand. Doch wie Beissel am Anfang des Films erklärt, bekomme sie „vill Feedback“ und „d’Leit soen effektiv, Dir erklärt weinstens d’Saachen uerdentlech“. Am 19. Januar wusste sie sich ganz im Geiste mit Lydie Polfer und Laurent Mosar und erläuterte, was das bedeutet. Und hatte nicht schon 2009 Colette Flesch in der Abgeordneten-kammer erklärt, bettelnde Roma störten „d’Bild vun der Stad, wat mir ons wënschen“?

Anzunehmen ist, dass nicht wenige Menschen diese Sicht teilen. Dass sie Gilbert Pregno von der Menschenrechtskommission genauso wenig zustimmen, wie Simone Beissel das tut. Dass sie keineswegs der Meinung sind, dass die Auseinandersetzungen um das *Heesche-verbuet* ein „Fehlstart“ der neuen Regierung sind, und finden, dass der Innenminister einen ganz passablen Job macht. Vielleicht gehen nicht alle so weit wie Astrid Lulling, die gegen Ende der Sendung rief: „Hei heesche keng Lëtzebuenger!“ Aber dass Grundsätze des Rechtsstaats berührt sind, dürfte vielen nicht einleuchten. Oder egal sein. Dass der DP-CSV-Schöffenrat der Stadt Luxemburg wahrscheinlich nicht die richtige Sozialpolitik macht und sicher nicht die richtige Stadtent-

wicklungspolitik, und dass das Einfluss hat auf Probleme im öffentlichen Raum und auf die öffentliche Ordnung, ist komplex.

Für die DP droht das *Heescheverbuet* zur Belastung zu werden. Oder zum Klärungsprozess. Beissels „well dat lo ugeholl gëtt, datt dat soll gemaach ginn“, ist eine Trotzreaktion auf Parteipräsident Lex Delles, der vorher mit ihr gesprochen hatte. Corinne Cahen dürfte ebenfalls anders denken als Simone Beissel. Und Colette Mart mit ihren spanischen Vor-fahren erinnerte auf *Facebook* daran, dass ihr Vater auf Auslandsreisen „och ëmmer fir en Zigeiner gehalen“ wurde. Sodass sie heute rufen möchte: „Je suis l’Étrangère, l’autre, la quarteronne...“ ●

Par la faille entre la lumière



Rami Elhanan et Bassam Aramim mercredi au Kirchberg

IIII Pierre Sorlut

Un Israélien et un Palestinien ayant perdu un enfant dans le conflit sensibilisent partis et opinion à l'intérêt de reconnaître la Palestine et à faire pression sur Netanyahu

Depuis le décès de leur enfant, un Israélien, Rami Elhanan, et un Palestinien, Bassam Aramim, prêchent la réconciliation pour sortir de la spirale de la violence. Ils portent leur parole cette semaine à Luxembourg à l'invitation de l'association Jewish Call for Peace. Ils ont rencontré mercredi des lycéens à Wiltz et Luxembourg pjuis ont été reçus à la fraction DP. Ils devaient voir plus tard cette semaine celle du CSV, ainsi que des représentants du ministère des Affaires étrangères et du ministère d'État. Leur but : ouvrir les yeux des dirigeants et de l'opinion à travers leur histoire personnelle.

Celle-ci est narrée dans *The Narrow Bridge*, un documentaire diffusé samedi dans le cadre du festival des migrations (16h00 à Luxexpo). Rami et Bassam sont deux des quatre protagonistes. Le premier y raconte son histoire familiale. Comment son père a survécu à l'holocauste, sa naissance en Israël en 1950, sa participation à la guerre du Kippour en 1973, dans une division blindée combattant dans le désert du Sinaï pour un territoire auquel il voue un profond attachement. Sa fille, Smadar, est née la veille de Yom Kippour en 1983. « Nous vivions la vie rêvée à Jérusalem où l'on se sentait protégés », dit-il face caméra, soulignant bénéficier ces années-là de confortables revenus qui l'ont poussé à un certain cynisme. « Le 4 septembre 1997, cette bulle dans laquelle nous vivions a explosé en millions de morceaux », explique-t-il. Deux kamikazes palestiniens se sont fait exploser rue Ben Yehuda à dans la ville sainte, où sa fille devait passer. Rami Elhanan relate avoir écumé les hôpitaux de la ville ce soir-là pour finir, au bout de la nuit, à la morgue où il a été confronté à des « silly questions », par exemple sur les habits portés par sa fille. Puis on a ouvert un tiroir. « Et là, tu vois une image qui te hantera pour le reste de ta vie ».

Bassam Aramim rapporte être né en 1968 dans une grotte, sur les collines de la périphérie d'Hébron où ses parents élevaient des moutons pendant une partie de l'année. Le

reste, il le passait dans cette cité cisjordanienne où il a expérimenté la cohabitation avec les Israéliens à travers l'occupation de Tsahal. « En tant qu'enfant, on ne comprend pas pourquoi ces gens débarquent dans votre village pour le contrôler. On ne rencontre pas d'Israéliens normaux, seulement des soldats et des colons. Ce qui est très violent. C'est très facile de devenir un combattant voulant lutter pour sa liberté », témoigne-t-il. À 13 ans, avec quatre camarades, il a créé une sorte de « groupe militaire local ». La lutte a commencé en hissant le drapeau palestinien. À l'âge de 16 ans, ils ont trouvé des armes dans une grotte puis deux de ses amis ont lancé des grenades sur une patrouille israélienne. « Personne n'a été touché. Un an plus tard, nous avons été arrêtés », raconte Bassam. L'un des jeunes a écopé de 21 ans de prison, lui de sept. Incarcéré, il a commencé à apprendre l'hébreu, pour « mieux connaître son ennemi ». Mais il a aussi pris connaissance de l'holocauste et de la tragédie subie par les juifs. « À ma sortie de prison, j'ai souhaité montrer aux juifs qu'on ne voulait pas les jeter à la mer. Que nous voulions juste exister ». Pour Bassam, savoir permet de mieux agir : « Si tu es ignorant, tu subis un narratif. Tu ne peux être que d'accord avec toi-même. Alors il faut ouvrir son esprit à l'histoire des autres », fait-il valoir.

Bassam Aramim a cru en une possible stabilité après les accords d'Oslo en 1993 : « Tes enfants et ta famille deviennent ta patrie, ta Palestine, ton monde. » Il fonde parallèlement l'association Combatants for Peace. C'est dans ce cadre qu'il se lie d'amitié avec Rami Elhanan, lui-même membre d'une organisation cousine, Parents Circle, rassemblant des parents israéliens ayant perdu un proche dans le conflit. Mais la guerre a à son tour rattrapé Bassam et sa famille. Le 16 janvier 2007 à 9h30, un policier israélien aux frontières a tiré sur sa fille de dix ans, Abeer. « Devant son école. Elle était avec sa sœur et deux autres filles. Il ne s'agissait pas d'une manifestation », s'énervait Bassam. Elle est décédée quelques jours plus tard à l'hôpital où Rami et d'autres familles israéliennes l'épaulaient.

« Quand on perd sa fille, on ressent une douleur extrême. On se sent mourir d'une tristesse infinie », témoigne le père endeuillé dans le documentaire. « Que faire de cette colère qui vous dévore ? », interroge le réalisateur. Rami apporte son éclairage : « Quand on te frappe au visage, la réponse automatique est la riposte. C'est naturel et humain. C'est la voie que choisissent bien des gens », commente-t-il. Revanche, représailles, punition. L'Israélien énumère les ingrédients du « cycle sans fin de violence ». « Mais après un processus long et complexe, on se demande si faire souffrir quelqu'un te soulagera toi personnellement », explique-t-il. « On en arrive à essayer de comprendre pourquoi cette autre personne est tellement en colère qu'elle est prête à se faire exploser dans un bus avec des fillettes de quatorze ans », poursuit Rami avant de boucler la boucle : « On réfléchit

« C'est notre devoir à nous, qui avons payé le prix de la guerre, de montrer que la seule issue est d'exercer une pression sur l'agresseur. »

Rami Elhanan

alors à ce que l'on peut faire pour que ce genre de peine n'affecte pas les autres. »

Rami Elhanan, 73 ans, et Bassam Aramim, 56 ans, militent pour la réconciliation depuis la Seconde Intifada. En Israël et en Palestine, mais aussi à travers le monde où ils ont reçu pléthore de prix pour leur engagement. Depuis le 7 octobre, leur message est devenu plus dur à porter, confient-ils au *Land* mercredi soir. Il leur faut rappeler que la guerre n'a pas commencé à cette date. « Il ne s'agit pas de tuer les moustiques, mais d'assécher le marais », raconte Rami Elhanan. Dans son allégorie, le marais, c'est l'occupation israélienne. Bassam Aramim remarque que le Luxembourg prône une solution à deux États : « Nous lui demandons donc de reconnaître la Palestine, puisqu'il a déjà reconnu Israël », dit-il, soulignant qu'il ne faut pas attendre « la permission de Netanyahu, il ne la donnera jamais ». Dans la logique des deux hommes, reconnaître la Palestine isolera Israël sur la scène internationale et la contraindra à stopper l'occupation. « Le monde civilisé occidental doit prendre ses responsabilités et mettre de côté sa culpabilité née de son attentisme lors de l'holocauste », répètent-ils. Pour eux, « demander un cessez-le feu (ce à quoi se cantonne le gouvernement luxembourgeois, ndlr) ne mène à rien ». « Les enfants meurent par centaines et ils discutent », peste Rami Elhanan. « C'est donc notre devoir à nous qui avons payé le prix de la guerre de montrer que la seule issue est d'exercer une pression sur l'agresseur. Et l'agression ne date pas du 7 octobre », insiste l'Israélien. Ce message, difficile à entendre aujourd'hui après les atrocités commises par le Hamas en ce « samedi noir », est pour eux la seule voie vers la lumière. En 2009 à Tel Aviv, l'artiste Leonard Cohen avait dédié son concert au travail de Bassam et Rami. Une chanson en particulier, *Anthem*, dont le refrain se chante : « Ring the bells that still can ring / Forget your perfect offering / There is a crack, a crack in everything / That's how the light gets in. » ●



Schule 4.0

IIII Sarah Pepin

Die Digitalisierung in der Grundschule hält das Bildungsministerium für eine Priorität. Theorie und Praxis klaffen stark auseinander

Es ist die drängendste pädagogische Frage unserer Zeit. Wieviel Zeit sollen Kinder und Jugendliche vor dem Bildschirm verbringen, und was machen sie in dieser Zeit konkret? Seit 2011 ist Medienbildung durch eine großherzogliche Verordnung als transversale Kompetenz im Lehrplan der Grundschule verankert. Schenkt man dem kurz vor den Wahlen publizierten Whitepaper für den neuen Lehrplan Glauben, soll „Digitalität“ auch ein von vier Hauptthemen im neuen Lehrplan der Grundschule sein, der für 2025 angekündigt ist – neben Partizipation, Mehrsprachigkeit und Wohlbefinden. Seit 2020 werden die Köpfe im Koordinations- und Rechercheorgan Script des liberal geführten Bildungsministeriums mit verschiedenen Schulpartnern zusammengesteckt, um dem *Fondamental* einen „neuen Rahmen“ zu geben. Dabei geht der erste Punkt im Whitepaper eindringlich auf die großen gesellschaftlichen und geopolitischen Veränderungen in der Welt ein, die sich auch in der Bildung widerspiegeln. Auch geht die Rede von Digitalität, nicht Digitalisierung – ein Begriff, der sich auf die neu geschaffenen sozialen und kulturellen Realitäten um den digitalen Wandel bezieht.

Die Schule sehe sich „verpflichtet“, den Kindern digitale Kompetenzen beizubringen, um sie auf die Zukunft vorzubereiten, „schrittweise“ und „altersgerecht“, heißt es. Dabei wird unterschieden zwischen der *éducation par les médias* (regelmäßiger Einsatz von Medien im alltäglichen Lernprozess) und der *éducation aux médias* (der verantwortungsvolle Umgang mit diesen Medien). Weiter soll die Integration der digitalen Technologien „pädagogisch sinnvoll und zielführend“ zum Vorteil von Schülern und Lehrpersonal benutzt werden. Viel konkreter wird es im ersten Vorgesmack auf den neuen Lehrplan nicht – man werde sich an den 2022 erschienenen Medienkompass halten, der sich wiederum auf europäische Referenzrahmen bezieht und genauere digitale Kompetenzen festlegt und Beispiele aufzählt – allesamt ab dem Cycle 3. So viel zur Theorie.

In Luxemburg gibt es – wie im Ausland – kaum Daten zum Einfluss von digitalen Lehrmitteln auf die Schüler/innen. Das liegt zum einen daran, dass laufende Recherchen zu neuen Lehrmethoden schwierig sind, Ursachen und Wirkung sehr komplex agieren. Schüler existieren nicht in einem Vakuum, externe Faktoren können die Forschung beeinflussen. „Wie messen wir den Erfolg einer Maßnahme, etwa den Einsatz eines digitalen Tools? Das hängt eng mit Bildungszielen zusammen“, sagt Bob Reuter, Assistenzprofessor an der Uni. lu. Eine „Hauptwirkungsforschung“ gibt es in der Bildungswissenschaft nicht. Recherchen müssen sehr gezielt und präzise erfolgen. Fest steht: Benutzt man ein I-Pad auf die exakt gleiche Weise, wie man vorher ein analoges Übungsblatt genutzt hätte, birgt es keinen Mehrwert. „Wenn es darum geht, auswendig zu lernen, was die Lehrerin sagt, stellen die neuen Technologien eher eine Ablenkung dar.“ Klassischer Frontalunterricht könne damit nicht mehr funktionieren. Wenn man sich jedoch davon wegbewege und die Entwicklung von Fähigkeiten in den Vordergrund stelle, könnten sie hilfreich sein. Die Forschung hierzulande fokussiert sich denn auch darauf, zu schauen, wie das Lehrpersonal die neuen Technologien nutzt. Bob Reuter erklärt, die meisten Lehrer/innen kämen mittlerweile gut mit den Tools klar. Allerdings wüssten viele immer noch nicht, was sie genau damit machen sollen.

In Schweden hielten erstaunte neunjährige Schüler kürzlich zum ersten Mal wieder ein analoges

„Es ist wichtig, dass die Kinder begreifen: Wir machen Französisch, nicht I-Pad.“

Schulbuch in den Händen. Die liberale Bildungsministerin Lotta Edholm hat einen „Rollback“ der Digitalisierung angekündigt; seit mehreren Jahren waren Grundschüler/innen exklusiv mit digitalen Büchern, Laptops und I-Pads beschult worden. Grund für das Umdenken war ein Gutachten einer medizinischen Universität, das das Erreichen von den angestrebten Bildungszielen infrage stellte. Im Dezember vergangenen Jahres haben eine Reihe deutsche und Schweizer Professor/innen und Ärzt/innen einen offenen Brief unterschrieben, der ein IT-Moratorium für Kindergärten und Schulen fordert. So weit ist man mit der Digitalisierung in Luxemburg nicht. Die Situation in den Klassensälen gestaltet sich in der Praxis sehr unterschiedlich, was nicht nur mit der ungleichen Ressourcenverteilung zu tun hat. Wie so oft, steht und fällt es mit der Lehrerpersönlichkeit. Ist sie motiviert,entwicklungsfähig und pädagogisch versiert, kann der verantwortungsvolle Umgang mit den digitalen Medien klappen.

Ein Lehrer an einer sozial eher benachteiligten Schule im Süden des Landes etwa bedauert, manch eine digitale Innovation des Ministeriums werde eingesetzt, bevor sie funktionstüchtig sei. Ein Beispiel hierfür sei das E-Bichelchen, das das analoge Hausaufgabenbüchlein ersetzt, jedoch zu Beginn kaum funktioniert hat. Er ziehe das analoge *Bichelchen* vor, auch weil die digitale Version einen Mangel an Autonomie für Kinder darstelle, denn der Lehrer trägt die Hausaufgaben für das Kind ein. 2020 sind flächendeckend Coding-Kurse eingeführt worden. „Im ersten Jahr wussten die Wenigsten, was das genau ist. Wir mussten uns das Fach selbst aneignen.“ Im Klassensaal benutzt er mit seinen Achtjährigen eine interaktive Tafel und regelmäßig I-Pads, Letztere zum Beispiel für Google Maps und Lern-Apps. Dabei teilen sich drei Schüler ein Gerät.

Er beobachtet, dass Schüler, die zuhause viel vorm Bildschirm sitzen, einen anderen Umgang mit den Geräten hätten. Sie seien – rein anekdotisch – nicht insgesamt weniger konzentriert, landeten aber schneller auf YouTube oder bei Aktivitäten, die nichts mehr mit dem Unterricht zu tun haben. Schüler, die zuhause nicht dauernd am I-Pad spielen dürften, hätten auch im Unterricht eher die Tendenz, das Hilfsmittel für die geplante Aufgabe zu benutzen. „Es ist wichtig, dass die Kinder begreifen: Wir machen Französisch, nicht I-Pad. Wir nutzen das I-Pad, um etwas im Französischunterricht zu erörtern.“ Positiv sei, dass er durch Lern-Apps schneller Feedback bekomme, und dahingehend die Aufgabenstellung und Arbeitsaufteilung des Schülers effizienter anpassen könne.

Eine Lehrerin in einem gut situierten Viertel der Hauptstadt arbeitet mit ihren Achtjährigen hingegen kaum mit digitalen Tools. Sie benutzt lediglich ein eigenes Laptop, um E-Mails von Eltern zu lesen. Der Beamer kommt zum Einsatz, um Übungen an die Wand zu projizieren. Es gebe zwar I-Pads, aber die Ressourcen seien limitiert. Wenn sie – selten – zum Einsatz kommen, sei das

mit viel Aufregung bei den Kindern verbunden. „Die Kompetenzen sind sehr unterschiedlich: Die einen suchen ewig nach einem Buchstaben, die anderen sind sehr versiert.“ Manche Schulen könnten sich den Zugang zu interessanten Lern-Apps leisten. Bei Antolin, einer Lesespiele-App, stelle sich zum Beispiel ein positiver Konkurrenzkampf bei den Schülern ein, wer mehr gelesen hat. Da manche Lehrkräfte ihren Laptop kaum nutzten, geht sie davon aus, dass sie auch sonst keine digitalen Hilfsmittel in der Unterrichtsgestaltung einsetzen. In den *Bilan*-Gesprächen fragten vor allem Väter, wann die Kinder denn Coding erlernen würden.

Menschen, die die Digitalisierung in der Grundschule – und insgesamt der Kindheit – skeptisch sehen, wird schnell Rückwärts-Gewandtheit vorgeworfen. Auf politischer Ebene ist es den Rechten überlassen worden, die gute alte Zeit zu beschwören, als Kinder noch mehr draußen spielten und vermeintlich kaum fernsahen. Die ADR wollte im Wahlkampf Smartphones an Schulen verbieten und der Digitalisierung mit einem Back-to-Basics des Lesens und Schreibens trotzen. Allein Déi Lénk sprach in ihrem Wahlprogramm die „psycho-mental und sanitären Risiken“ einer starken Bildschirmnutzung an.

Ein Grundschul Umfeld, das garantiert komplett bildschirmfrei ist, ist die Waldorfschule in Limpertsberg. Das pädagogische Konzept dort schließt den Bildschirm bis zum Lyzeum kategorisch aus. „Wir arbeiten wie früher, bevor die Entkörperlichung begann“, sagt ein Mitglied der Schulorganisation. Dabei handle es sich nicht um einen ideologischen Widerstand gegen Technologie, sondern das Resultat einer andauernden, stetigen Reflexion über die Nutzen und Risiken. Zukunftskompetenzen wie Kreativität und Kollaboration würden in der Waldorfpädagogik hinreichend gefördert – und es gebe auch junge Menschen, die nach ihrer Zeit an der Waldorfschule erfolgreich Informatiker werden.

Obwohl es um Werte und um Grundsätzliches geht, wird die politische Diskussion um Digitalisierung oft quantitativ geführt. Das heißt, dass die Anzahl an Geräten, die in den Schulen zur Verfügung stehen, vordergründig ist. Das klingt gut, denn man geht mit der Zeit, man wappnet Kinder für die Zukunft. Nachdem Schulen sich auf eine gewisse Anzahl an Geräten geeinigt haben, stellt die zuständige Gemeinde ihnen im Idealfall das gewünschte Kontingent zur Verfügung. Mit Sicherheit ist die Hardware wichtig, doch dadurch bleibt die Diskussion an der Oberfläche. Die LSAP wiederholte vor den Wahlen oft, wie wichtig die Schule als sozialer Lift sei. In der Digitalisierung ging die Überlegung verkürzt ein bisschen so: Wenn alle Schüler Zugang zu I-Pads haben, ist die digitale Bildungsgerechtigkeit auf diese Weise schon mal erreicht. Denn natürlich tut sich der sozioökonomische Graben auch bei diesen Fragen auf. Der schulische Alltag ist nur ein Teil des Lebens eines Kindes. Wer zuhause auf engem Raum zusammensitzt und weniger Ressourcen hat, um den Kindern andere Aktivitäten zu bieten, greift mitunter schneller zum Tablet als Babysitter und weiß oftmals weniger, was die Kinder damit treiben. (Der Markt für elterliche Kontroll-Apps wie *Bark* und *OurPact* boomt.) Auf der anderen Seite gibt es bildungsferne Familien, die das Geld für ein Tablet vielleicht gar nicht erst haben und ihren Kindern darauf auch keine hochwertigen Lehrmaterialien anbieten können.

Die Richtlinien für adäquate Bildschirmzeit bei Kindern variieren. Die WHO verkündete 2019,

Kinder unter zwei Jahren sollen gar keinen vor die Nase bekommen, zwischen zwei und vier Jahren nicht mehr als eine Stunde täglich, weniger sei besser. Der britische National Health Service spricht von einem Maximum an zwei täglichen Stunden für alle Kinder. Augenärzte/innen empfehlen gar keinen Bildschirm vor drei Jahren, ähnlich wie der französische Psychiater Serge Tisseron, der die 3-6-9-12-Regel aufstellte: kein Bildschirm vor drei Jahren, kein Videospiel vor sechs, kein Internet vor neun und kein Internet ohne Eltern vor zwölf Jahren. Letztere Dimension wird von Experten immer wieder betont: Elterliche Supervision, also das gemeinsame Schauen und Begleiten der Inhalte, ist von großer Bedeutung – ebenso wie geeignetes altersgerechtes Material. Dass Eltern Unterstützung brauchen, hat auch das Bildungsministerium erkannt. Seit vergangenem Jahr liegen regelmäßig Flyer der *Eltreforen* zur Erziehung im Briefkasten, die auch auf Bildschirmzeit eingehen. Ob sie von den Familien gelesen werden, die sie am meisten brauchen?

Tatsächlich hat niemand „beschlossen“, dass wir nun alle von morgens bis abends vereinzelt auf unsere Bildschirme starren. Der deutsche Psychiater und Philosoph Thomas Fuchs sagte kürzlich in einem Gespräch im *SRF*, wir würden die zentralen Fragen, was wir eigentlich mit der Digitalisierung wollen, gar nicht stellen. Es herrsche eher das Gefühl eines Ausgeliefertseins vor. Niemand wisse so genau, wo es hingeht. Da ist es bezeichnend, dass Entwickler im Silicon Valley, die dafür zuständig sind, Plattformen und Smartphones so zu gestalten, dass sie das größtmögliche Suchtpotenzial entfalten, ihrem Nachwuchs in Kindheitsjahren den Zugang zur Technologie verwehren oder ihn stark einschränken. Sie hüten sich vor den möglichen Effekten von zu viel *Screen time*: Übergewicht, Konzentrations-, Schlaf- und Verhaltensprobleme sowie kognitive Entwicklungsverzögerungen, zum Beispiel beim Spracherwerb. Bei älteren Kindern und Teenagern steigt das Risiko für Angstzustände und Depressionen, vor allem, sobald Social Media ins Spiel kommt.

Die Entwicklung ist eindrücklich. 1970 waren Kinder erst ab vier Jahren regelmäßig Medien ausgesetzt, fast 50 Jahre später liegt die Zahl bei vier Monaten. Dem Radar 2024 von Beesecure nach kommen 35 Prozent der Kinder vor dem Alter von vier Jahren mit einem Gerät mit Internetzugang in Berührung. 30 Prozent der Drei- bis Elfjährigen haben ein eigenes Tablet; mit zwölf Jahren haben 86 Prozent der Kinder ein eigenes Smartphone. Gleichzeitig gaben 50 Prozent der befragten Eltern an, ihr Kind zwischen drei und elf Jahren habe überhaupt kein eigenes digitales Gerät.

Was folgt aus all dem für die Schule? „Schule ist inhärent reproduktiv“, sagt Bob Reuter. Ohne Widersprüche lasse sich nicht über sie nachdenken. Sie versucht, Kinder und Jugendliche mit der Vergangenheit zu verbinden und sie gleichzeitig auf die Zukunft vorzubereiten, eine Zukunft, die heute schwerer greifbar ist: 65 Prozent der jetzigen Grundschüler werden später in Arbeitsbereichen und Berufen tätig sein, die es heute in dieser Form noch nicht gibt. Im Gespräch mit dem *Land* erklärt ein Lehrer es mit folgender Metapher: Während ihre Eltern mittlerweile 90 Prozent ihrer Bezahlungen mit der Karte tätigen, lernen Kinder immer noch über Münzen und Bargeld in der Schule. Was per se nicht schlecht ist, immerhin bringt es ihnen etwas, wenn sie auch die Vergangenheit verstehen. Und was sagen die Schüler/innen selbst? Die Vizepräsidentin des Schülerkomitees, Laly Chivard, die zwar im Wesentlichen für Kinder ab zwölf Jahre spricht, forderte Anfang der Woche auf einer Pressekonferenz für Schüler/innen das „Recht auf Unerreichbarkeit“ ein: Sie sollen schulische Nachrichten ab einer gewissen Uhrzeit, an Wochenenden und während Ferien nicht lesen müssen. ●



Manifestation pour Gaza à Sarajevo le 20 octobre 2023

Le moment opportun

III Pierre Sorlut

Élan démocratique pour la reconnaissance de la Palestine en tant qu'État-nation. Selon les statistiques récoltées par le Parlement, c'est la seule pétition publique d'ordre géopolitique à avoir franchi la barre des 4 500 signatures depuis l'instauration de ce débat d'initiative populaire en 2014. La dynamique (plus de 5 000 signatures en dix jours) est d'autant plus remarquable que la pétition a été mise en ligne pendant les congés, le 13 février, et qu'elle avait dépassé le seuil nécessaire pour provoquer un débat public à la Chambre en seulement cinq jours. Les trois pétitions ayant recueilli le plus de signatures demandaient un référendum pour la réforme de la constitution (septembre 2021), le Luxembourgais comme langue administrative (août 2016) et deux jours de télétravail par semaine pour tous « y compris les frontaliers » (juin 2022). La seule pétition d'ordre international qui a dépassé les 2 000 signatures s'oppose aux massacres de cétacés aux Îles Féroé (août 2014).

La pétition 3023 a été déposée avec en toile de fond une tragédie humanitaire. À Gaza, depuis le 7 octobre et les représailles à l'attaque sanglante du Hamas sur le territoire israélien (1 200 morts et 257 otages), 30 000 personnes ont péri sous les bombes et les tirs de Tsahal, principalement des femmes et des enfants. Des dizaines de milliers d'autres sont blessées ou mutilées alors que le système de soin a quasiment été réduit à néant. Plus de deux millions de Gazaouis sont affamés et assoiffés depuis le début de l'offensive censée éradiquer le Hamas, organisation exerçant son autorité sur cette bande de terre (quarante kilomètres de long, six à douze de large). Sur les 193 États-membres de l'Organisation des Nations unies, 139 ont reconnu la Palestine, dont neuf de l'Union européenne, principalement des pays ayant agi lorsqu'ils étaient dans la sphère d'influence soviétique. Seule la Suède a reconnu l'État de Palestine en tant qu'État membre de l'UE. C'était en 2014, après une campagne opérée par l'Autorité palestinienne et son président Mahmoud Abbas.

Dans ses motivations, l'auteur de la pétition, Halid Karajbic, souligne la colonisation illégale d'Israël en Cisjordanie, territoire destiné aux Palestiniens (en vertu de la résolution 242 des Nations unies datant de 1967), et les blocus imposés à Gaza depuis qu'Israël s'en est retiré voilà vingt ans. « D'Lëtzeburger Unerkennung vu Palästina ass e symboleschen a wesentleche Schrëtt fir dem Palestinensesche Vollek Gerechtegheet ze bréngen », est-il écrit dans l'exposé sur *chd.lu*. Devant la Chambre mardi où elle militait pour regrouper au Luxembourg les familles de Gazaouis qui s'y trouvent, Fatima Kurtic estime que si le Grand-Duché et d'autres États européens reconnaissent la Palestine, « on s'attendra à ce que les Palestiniens bénéficient des mêmes droits que les Israéliens ». « Ils seront alors protégés », poursuit cette activiste de 29 ans.

Halid Karajbic et Fatima Kurtic militent tous deux au sein du collectif Waassermeloun qui sensibilise ici au sort des familles des résidents et nationaux luxembourgeois (sur)vivant à Gaza. Tous deux appartiennent à la communauté des Luxembourgeois d'origine bosniaque. Les Bosniaques ont rapidement manifesté leur soutien aux civils de Gaza. Dès le 20 octobre, des milliers de Sarajéviens se sont réunis devant la Vijecnica (l'ancienne bibliothèque brûlée par les forces serbes au début du siège de Sarajevo, en août 1992) avec des banderoles « Hier Srebrenica, aujourd'hui Gaza ». La Bosnie-Herzégovine avait reconnu la Palestine le 27 mai 1992, en pleine guerre d'indépendance (déclarée le 1^{er} mars). Le politologue et historien, Florian Bieber, confirme ce soutien « saisissant » des Bosniaques aux Palestiniens. Le spécialiste des Balkans (de nationalité luxembourgeoise et travaillant en ce moment à Bruxelles) y voit une multitude de raisons, bien au-delà d'une prétendue solidarité musulmane. « It is a combination of the use of pro-Israeli rhetoric by Croat and Serb nationalists, the sense of being the underdog oneself and the trauma of siege and war time destruction that the image of bombing of Gaza evoke », résume Florian Bieber face au *Land*.

Contacté par le *Land*, l'initiateur de la pétition abonde. La guerre de Bosnie (1992-1995) « perdure dans la tête et les cœurs », témoigne Halid Karajbic, 23 ans. « Quand on en parle avec mes parents, les larmes coulent irrémédiablement », poursuit ce fils de combattant. Il y a eu le siège de Sarajevo. Les bombardements de la ville depuis les collines environnantes par les forces serbes, dont ceux du marché de Markale qui ont tué et blessé par dizaines. Puis il y a ces civils portant vivres et eau pour leurs familles, y compris des enfants, abattus de sang-froid par les snipers de Ratko Mladic. « J'ai vu les mêmes images à Gaza », relate Halid Karajbic.

Et il y a évidemment Srebrenica... le massacre, en juillet 1995, de 8 000 hommes et adolescents musulmans par l'armée de Republika Srpska dans cette enclave officiellement sous le contrôle des Nations unies. La Cour internationale de justice, la plus haute juridiction de l'Onu, l'a érigé en génocide, le crime des crimes. Israël est aujourd'hui accusée de génocide par l'Afrique du Sud. En janvier, l'instance basée à La Haye a confirmé le risque de génocide à Gaza et ordonné des mesures conservatoires au régime de Benjamin Netanyahu, comme aider l'assistance humanitaire. Or, le national-conservateur à la tête du gouvernement israélien menace aujourd'hui d'attaquer Rafah, ville du sud de la bande de Gaza où se sont rassemblées plus d'un million de personnes ayant fui les actions militaires au nord.

L'impression de racisme structurel se diffuse. « Ce qui se passe en Ukraine est atroce, mais les Ukrainiens bénéficient heureusement de l'aide européenne », remarque Halid Karajbic au sujet du soutien ferme apporté très vite par l'UE et les États-Unis face à l'agression russe. En Bosnie, l'aide militaire occidentale avait mis trois ans à se matérialiser, à travers l'opération « Oluja » (Tempête). Ce soutien stratégique apporté à l'armée croate avait mis un terme au conflit meurtrier (100 000 morts, dont la moitié de civils), mais les frontières dessinées à cette échéance avaient validé un nettoyage ethnique (deux



Jeune syrienne manifestant mardi devant la Chambre pour regrouper au Luxembourg les familles de ressortissants gazaouis

Des Luxembourgeois d’origine bosniaque ressuscitent le débat sur la reconnaissance de la Palestine

millions de civils déplacés). Pour ce qui concerne Gaza aujourd’hui, Halid Karajbic reproche au ministre des Affaires étrangères, Xavier Bettel (DP), de ne critiquer que du bout du bout des lèvres les attaques menées par Israël. « Après trois mois de combats, il devient difficile d’argumenter en faveur d’une défense qui serait légitime et proportionnelle », avait dit le libéral fin janvier dans un communiqué où il demandait par ailleurs « un cessez-le-feu immédiat » (une demande formulée des semaines après le début des bombardements et alors que La Haye étudiait déjà l’éventualité d’un génocide). « The sense of being ignored or left alone by the West during the war is powerful in seeing the Palestinians as being similarly ignored », synthétise encore Florian Bieber au sujet du parallèle entre Bosniaques et Palestiniens.

Hodzic, Alilovic, Muhovic, Hajdarpasic, Subasic ou Avdusinovic. La liste de signataires de la pétition 3023 regorge de noms à sonorité bosniaque. Des centaines. La communauté s’est mobilisée via les réseaux sociaux (également via la Shoura). Les Ex-Yougoslaves pèsent de plus en plus lourd politiquement avec un record de candidats originaire de ces pays aux dernières élections législatives. Selon le dernier recensement du Statec, les Bosniaques, qu’ils aient migré du Monténégro ou de Bosnie, en constituent l’écrasante majorité (d’Land, 01.09.2023).

Parmi les signataires également, des représentants des Verts, de Déi Lénk ou des socialistes. L’un de leurs plus éminents émissaires, Jean Asselborn, a dit le weekend dernier avoir signé le texte (son nom n’apparaît pas, mais il en est bien signataire selon la ChD). Celui qui a quitté le bâtiment Mansfeld (siège du MAE) il y a à peine deux mois en a expliqué les raisons sur Facebook : « Un de mes regrets après pratiquement deux décennies à la tête du ministère des Affaires étrangères est le fait de ne pas avoir réussi à convaincre, ni les gouvernements avec le CSV ni ceux avec le DP, d’œuvrer pour qu’une majorité au Parlement vote la reconnaissance d’un État Pa-

Le discussion d’initiative populaire a-t-elle été étouffée dans l’œuf par le Premier ministre, Luc Frieden, ce mercredi ?

lestinien ». Jean Asselborn, qui promettait de ne pas devenir la *Schwéiermamm*, jette-là une pierre dans le jardin de son successeur. Xavier Bettel s’est pourtant déplacé au Proche-Orient en janvier pour rencontrer des représentants de l’Autorité palestinienne et de l’UNRWA, organisation pour les réfugiés palestiniens à qui il a réitéré son soutien (notamment financier) après qu’elle a été accusée par Israël de complicité avec les attaques du 7 octobre. Le nouveau ministre des Affaires étrangères demande maintenant un cessez-le-feu immédiat à Gaza. Mais il est renvoyé par Jean Asselborn dans sa condition d’« ami d’Israël », comme il s’était lui-même désigné en 2016, quand il avait été le premier Premier à se déplacer au siège du gouvernement israélien.

Xavier Bettel (dont la bannière sur Twitter le met en scène devant *Non-Violence*, sculpture en forme de canon noué trônant devant le siège des Nations unies, organisation qui réclame un cessez-le-feu à Gaza depuis le premier jour) n’a pas twitté pour mettre en garde contre une éventuelle attaque, inévitablement meurtrière, d’Israël sur Rafah. Ses homologues néerlandaise, belge et même allemande (dont le soutien à Israël est inconditionnel) l’ont fait. Un *statement* de l’UE26

(tous sauf la Hongrie) dans ce sens a suivi ce mercredi. Le débat public demandé par les signataires de la pétition 3023 donnera l’occasion au gouvernement Frieden-Bettel de statuer sur la reconnaissance de l’État palestinien, en vue depuis dix ans. En 2014, le Parlement avait voté une motion dans ce sens. Le CSV s’était abstenu mais avait formulé un projet alternatif de motion copié-collé sur la résolution du Parlement européen statuant sur une reconnaissance de principe. Le texte signé par la majorité et la formule retenue ensuite par Jean Asselborn engage le Luxembourg à reconnaître « au moment opportun » la Palestine « en tant qu’État souverain et démocratique, d’un seul tenant et viable, sur la base des frontières de 1967, uniquement modifiées moyennant accord des deux parties et avec Jérusalem-Est comme capitale ».

Le moment est-il venu ? Jusqu’à maintenant la diplomatie luxembourgeoise attendait que les États-Unis et une masse critique d’États européens s’engagent collectivement dans ce sens, typiquement l’Irlande, les Pays-Bas, la Belgique, la Slovénie et un grand État qui pourrait être l’Espagne, idéalement la France. Mais tous ou presque s’en contrefichaient, selon Jean Asselborn à son dernier Conseil européen. Au tournant des années 70-80, le Luxembourg de Gaston Thorn avait été l’une des chevilles ouvrières de la déclaration de Venise où avait été décrété pour la première fois le principe de l’autodétermination du peuple palestinien. Aujourd’hui Xavier Bettel ne souhaite pas « préjuger de l’issue » du débat avec le pétitionnaire et les députés. « La question sous objet devra bien évidemment faire l’objet d’une concertation au sein du gouvernement », écrivent ses services au Land. Longtemps au secours des plus faibles et des droits de l’Homme, la diplomatie luxembourgeoise s’abonne-t-elle au minimum syndical ? Même pas. Ce mercredi, le Premier ministre du deuxième pays le plus riche du monde, Luc Frieden, a informé que son gouvernement n’accèdera pas aux demandes de regroupements familiaux de familles gazaouies. Il ne lui paraît pas non plus envisageable de reconnaître la Palestine dans ces circonstances. ●

Position dominante

IIII Bernard Thomas

En rachetant le grossiste Heintz, la famille brassicole Lentz consolide sa position dominante. L'Autorité de la concurrence regarde, impuissante

Le numéro 2 des grossistes, Boissons Heintz, vient d'être racheté par le numéro 1, Munhowen. Exprimé en termes brassicoles : La filiale de distribution de Bofferding a repris la filiale de distribution de Diekirch. Une victoire manifeste pour les Lentz, propriétaires de la Brasserie nationale (Bofferding, Battin, Lodyss), qui consolident ainsi leur hégémonie sur le secteur horeca. Un revers potentiel pour les cafetiers et restaurateurs, qui devront composer avec un acteur en position dominante. Le grossiste en position de quasi-monopole fera la pluie et le beau temps, et pourra imposer ses marques et ses prix. L'éternel président de la fédération Horesca, Alain Rix, n'y voit pourtant pas de problème : « On estime que nos membres sont contents », dit-il au *Land*. Ce seraient deux sociétés privées qui fusionnent, et il n'aurait pas de commentaire à faire : « Do kenne mir momentan net raspillen ».

Avec 85 millions d'euros de chiffre d'affaires (1,7 million de résultat en 2022), Munhowen est le numéro 1 incontesté parmi les grossistes. Son ancien rival Heintz affiche un chiffre d'affaires de 38,2 millions et un bénéfice de 625 500 euros. La fusion entre les deux crée une grande force de frappe sur un petit marché. C'est Isabelle Lentz qui se retrouve à la tête de ce nouveau grossiste, dont elle a pris la direction il y a deux mois. (En parallèle, son frère, Mathias Lentz, a repris la brasserie.) Ils sont héritiers « en dixième génération » de la dynastie brassicole des Funck-Bricher. Leur père a fait preuve d'un sacré flair. En 1975, Georges Lentz Jr pousse à une fusion avec Bofferding qu'il rachète en 1987. En 2004, il acquiert Battin, une petite brasserie eschoise, qui s'est établie comme nouvelle marque star. En 2020, il concurrence Rosport (au CA duquel il avait siégé), en lançant sa propre eau minérale, Lodyss. En parallèle, il veille à contrôler le circuit de la distribution, s'alliant d'abord avec Hippert Boissons en 1992, dont il prend rapidement le contrôle, puis rachetant, en 1999, le dépositaire Munhowen. Cinquante ans d'intégration horizontale et verticale ne lui ont pas fait que des amis. Dans ses mémoires parues fin 2023, Paul Bofferding (héritier de la brasserie éponyme) fait un portrait au vitriol de Georges Lentz Jr : « Il avait, d'un côté, une éducation à l'américaine teintée de hardiesse : il faisait montre d'une grande arrogance », tout en admirant son « culot ».

L'info de la fusion ayant fuité, une conférence de presse fut hâtivement convoquée début février. Dans leur communication officielle, les deux entreprises parlent d'une « union ». En réalité, il s'agit bien d'une reprise. Le 31 janvier 2024, l'intégralité des parts sont passées de Roland Heintz aux Lentz. Isabelle Lentz ne communique pas sur le montant, sauf à préciser que celui-ci dépasserait les dix millions d'euros. Les négociations ont duré 18 mois. Le principal écueil étaient les dix pour cent de parts détenues par AB Inbev. La multinationale belgo-brésilienne, propriétaire de la marque Diekirch, a finalement cédé sa participation, ouvrant la voie à une reprise par sa concurrente. Le mastodonte de la bière (Budweiser, Corona, Stella Artois, Beck's et Leffe) a réduit sa présence au Luxembourg au strict minimum. Ses « country managers » restent rarement plus de deux ans, avant de continuer leur carrière. Reprendre un distributeur de boissons, cela ne correspondait pas à la stratégie d'AB Inbev. (Son actuel CEO au Luxembourg, le jeune Néerlandais Dennis Willaert, n'a pas répondu aux demandes d'interview du *Land*.)

Le secteur se réduit comme une peau de chagrin : Le nombre de bistrots a chuté de moitié depuis les années 1950. La fusion



Isabelle Lentz, début février, lors de conférence de presse annonçant la fusion entre Munhowen et Heintz

Oliver Holmes



Georges Lentz Jr,
le patriarche

y crée un malaise tangible : Les Lentz utiliseront-ils leur domination pour évincer la bière Diekirch et les eaux Rosport et y installer, à coups d'avantages commerciaux et de clauses d'exclusivité, leur propre production (Bofferding, Battin et Lodyss) ? S'agit-il d'une autre offensive, peut-être décisive, contre les concurrents ? La Brasserie de Diekirch cherche à se mettre à l'abri. À une grande partie de ses clients, elle a ainsi conseillé de passer dorénavant par d'autres dépositaires. Une décision que regrette Isabelle Lentz : « On a le sentiment qu'ils veulent maintenant casser le deal. Pourtant AB Inbev avait consenti à céder ses dix pour cent dans Heintz, alors qu'ils savaient qui allait reprendre par la suite. On leur avait assuré que les anciens contrats seront respectés, avec des équipes dédiées. »

À Wiltz, la Brasserie Simon a toujours veillé à maintenir sa propre logistique de distribution. Une décision stratégique censée garantir son indépendance vis-à-vis des deux grands Bofferding et Diekirch. À côté de la guerre des bières, un autre front s'est ouvert : Rosport contre Lodyss. Isabelle Lentz tente d'apaiser. Après des années de progression forte, la situation se serait « agependelt », et le chiffre d'affaires de Lodyss commencerait à stagner. La marque misant exclusivement sur des bouteilles consignées, cela laisserait tout le segment du plastique au concurrent de l'Est. (Selon Rosport, 45 pour cent de sa production est vendu en plastique.)

Beaucoup s'attendaient à ce que Boissons Heintz soit vendu un jour, mais peu pensaient que cela irait tellement vite. Les deux filles de Roland et Myriam Heintz ne voulant reprendre l'entreprise, un repreneur externe allait se présenter tôt ou tard. Que ce soit le principal concurrent semble logique d'un point de vue économique. D'un point de vue psychologique, cela l'est beaucoup moins. Car entre Munhowen et Heintz la concurrence était féroce, les tentatives de démarchage incessants. Chaque côté guettait des défaillances de l'autre pour étendre son réseau et y imposer ses marques-maison. Une guerre de position, café par café, restaurant par restaurant. En rachetant son concurrent, la famille Lentz est passée à la guerre de mouvement, chamboulant le marché.

Isabelle Lentz essaie de calmer les peurs suscitées par la fusion. La nouvelle directrice de Munhowen-Heintz assure qu'elle ne va pas déployer sa nouvelle force de frappe à l'intérieur du pays. « Ce n'est pas ma prétention de tout reprendre au Luxembourg... C'était peut-être plus celle de la génération d'avant », dit-elle, en se démarquant discrètement de son père qui a toujours affiché ses visées hégémoniques. Les Lentz jouent traditionnellement sur la fibre nationale, mettant en garde contre l'arrivée d'un mastodonte étranger s'accaparant l'ensemble du marché. Tout en faisant l'éloge du protectionnisme, ils promettent que leur expansion se fera en-dehors des frontières nationales.

Ils visent la France où la Brasserie nationale voit le plus de potentiel de croissance. (Quinze pour cent de sa production y est actuellement écoulée.) Six commerciaux ont pris leur « petit bâton de pèlerin » et parcourent le Grand Est, allant de bistrot en bistrot pour convaincre les tenanciers des mérites de la Bofferding, raconte Isabelle Lentz. « Du relationnel et du terrain » au rythme de quarante visites par semaine. Pour

L'absorption de Heintz par Munhowen constitue une énième humiliation pour l'Autorité de la concurrence

s'attaquer à ce marché (dominé par la multinationale Heineken), il faudrait une « *homebase* stable ».

On ne serait pas pressé, assure Isabelle Lentz. Avant de définir un plan pour le nouveau groupe, la situation devrait être analysée au cours des 18 à 24 prochains mois. Selon ses estimations, « très rudimentaires », l'ensemble du marché des livraisons de boissons au secteur horeca pèserait un demi-milliard d'euros. Mais les cafés et restaurants ne représenteraient qu'environ quarante pour cent du chiffre d'affaires de Munhowen, le reste se divisant entre les livraisons aux supermarchés et aux petro shops, les ventes aux particuliers et le « office market ». Isabelle Lentz promet que « toutes les équipes seront maintenues », les deux entrepôts éventuellement aussi. Descendre les fûts de bière dans les caves, et en remonter les caisses de bouteilles vides : Le travail de livreur de boissons compte parmi les plus pénibles sur le marché de l'emploi. Isabelle Lentz dit offrir des écoles du dos à ses salariés, mais concède qu'il est de plus en plus difficile de trouver des chauffeurs et convoyeurs. « Certains commencent le matin et nous quittent au bout de trois heures, parce que les fûts de bière pèsent trop lourd ».

En avalant Heintz, Munhowen s'en assure la force de travail et la matière grise. Mais elle met surtout la main sur un réseau et un carnet d'adresses : Le responsable commercial, Oliver Mausen, restera ainsi en place, tout comme Myriam Heintz, la responsable logistique. (Le seul à avoir quitté la firme jusqu'ici, c'est le PDG himself, Roland Heintz.) C'est une tactique éprouvée : Les Lentz avaient ainsi démarché le directeur d'Interbrew Belgique-Luxembourg pour diriger leur brasserie et le chef de production de Rosport pour lancer leur eau minérale. La fusion donnera une nouvelle puissance d'achat à Munhowen, qui lui permettra de baisser ses prix (ou de maximiser ses marges). À la distribution exclusive de Super Bock, Orval, Clausthaler et Erdinger, le groupe Munhowen pourra ajouter le portefeuille de Heintz, dont les marques Chimay, Duvel et Bitburger. Les concurrents jouent dans une autre ligue. Les quatre frères Ruppert emploient ainsi 32 salariés, soit dix fois moins que Munhowen et Heintz.

Pour l'Autorité de la concurrence, la fusion constitue une énième blessure narcissique. La position dominante que celle-ci crée, touche à la raison d'être même de l'autorité, longtemps main-

tenue dans un état de faiblesse. Dans tous les États membres, une telle opération aurait enclenché un contrôle des concentrations. Sauf au Luxembourg qui reste le seul pays de l'UE à ne pas disposer de cet outil anti-trust. Le ministre de l'Économie sortant, Franz Fayot (LSAP), avait déposé un projet de loi pour introduire le contrôle des concentrations. Il l'a fait au bout de deux ans de concertations, fin août 2023, c'est-à-dire trop tard. Dans son accord de coalition, le gouvernement CSV-DP annonce que le projet de loi sera « réévalué ».

Le mois dernier, face au Parlement, le nouveau chef au Forum Royal, Lex Delles (DP), a expliqué vouloir d'abord consulter, de nouveau, les parties prenantes : « Nach eng Kéier een Tour dréinen ». Des amendements devraient être élaborés, pour tenir compte de la « simplification administrative », disait Delles. Le libéral ne voulait pas se positionner sur la fusion entre Munhowen et Heintz : « Ce n'est pas mon rôle d'avoir une opinion là-dessus ». Comme l'avait remarqué le juriste Patrick Kinsch lors d'une conférence en 2017, la rigueur de l'ordolibéralisme (dont le droit de la concurrence est une émanation) « entrera toujours en conflit avec l'attitude opportuniste qui accompagne, sectoriellement, le pragmatisme des Luxembourgeois. »

Le premier projet de loi sur le contrôle des concentrations marquait une rupture, timide et tardive. Or, les seuils fixés restent étonnamment bas : Un chiffre d'affaires cumulé de plus de soixante millions d'euros (réalisés au Luxembourg) suffit à déclencher la procédure. Le *merger* entre Munhowen et Heintz serait donc tombé dans le *scope* de la loi. Isabelle Lentz assure que le moment de la fusion n'aurait pas été dicté par le calendrier parlementaire, mais par « un concours de circonstances. » L'exposé des motifs est pourtant clair : « L'Autorité veille que la prise de contrôle ne créera pas, par exemple, une position dominante sur un marché, qui menacerait le jeu de la concurrence ». Si une fusion est de nature à y porter atteinte « de manière significative », l'autorité devra l'interdire.

En même temps, le projet de loi laisse de la place à une certaine souplesse : En invoquant des considérations économiques, financières et sociales (notamment le sauvetage de banques), le Conseil de gouvernement peut passer outre l'Autorité de la concurrence. Une flexibilité devrait être étendue par le gouvernement Frieden, probablement le plus business friendly que le Luxembourg ait connu depuis Joseph Bech. La Fedil n'avait pas caché son mécontentement vis-à-vis du projet de loi initial. Elle pourra repasser à l'attaque. Parmi ces *hardliners* se trouve Jean-Louis Schiltz, ancien président du CSV et vice-président de la fédération patronale, par ailleurs membre du CA de la Brasserie nationale.

À défaut d'un contrôle des concentrations au Luxembourg, il restait une ultime voie de recours : L'Autorité de la concurrence aurait pu s'adresser à la Commission européenne. Ce joker, elle ne semble pas l'avoir tiré : « This transaction has not been formally notified to the Commission, as it does not appear to have an EU dimension », renseignent les services de la DG Concurrence à Bruxelles.

La politique ne veut pas toucher à la domination des brasseries sur les bistrots, qui est maintenue par le système des « licences volantes » (liées à une commune) et des « privilèges de cabaretage » (liés à un immeuble). Les cafetiers se sentent, fréquemment, ravalés au rang de quasi-franchisés par les deux brasseries, dont ils louent les murs et les licences et dont ils vendent les marques. Les contrats de vente exclusive leur dictent quelles bières ils doivent vendre, en fixant une quantité minimum à écouler. « Diverses sanctions sont également prévues dans l'hypothèse où l'exploitant ne respecterait pas l'obligation de distribution exclusive, en distribuant par exemple des marques de bières concurrentes », avait noté le Conseil de la concurrence dans une enquête sectorielle en 2019.

L'autorité s'était montrée peu amusée. Elle faisait le constat d'un « marché stagnant, fortement dominé par deux grands joueurs », tout en critiquant « les barrières à l'entrée sur ce marché ». Bref, il s'agirait d'« une possible entrave aux règles de concurrence ». Le Conseil de la concurrence avait communiqué ses griefs à la Brasserie nationale. « Ils peuvent toujours demander », avait réagi Georges Lentz Jr en 2020 face au *Land*.

« Une libéralisation » du système des licences serait « souhaitable », concluait le Conseil de la concurrence. La loi sur le cabaretage remonte à 1908, et devait inciter à la « modération ». (Le contingentement initial autorisait pourtant l'ouverture d'un débit de boissons alcoolisés pour 75 habitants, un ratio qui a progressivement été porté à 500.) La loi avait résisté à la directive Bolkestein de 2006. En 2010, le gouvernement déposait un projet de loi visant à lever les restrictions quantitatives. « Le ministre des Finances de l'époque, Luc Frieden, m'a confié avoir reçu des pressions », se rappelait Betty Fontaine, la PDG de la Brasserie Simon, en 2021 au *Journal*. Le projet de loi disparut dans les tiroirs ministériels. ●

Go pour la semaine de quatre jours

IIII Georges Canto

Des études pèsent les pour et les contre de la concentration d’une même durée de travail hebdomadaire



Les transports de bus Flibco ont recours à la semaine de quatre jours

Le 8 février l’hebdomadaire économique français *Challenges* titrait en une « La disparition du vendredi », à cause du développement du télétravail mais aussi, à moindre échelle, de celui de la semaine de quatre jours qui va le plus souvent du lundi au jeudi. Ce mode d’organisation du travail remonte aux années 1990 mais avait quelque peu disparu des radars, éclipsé par d’autres formules comme le télétravail, lequel a explosé à la faveur de la crise sanitaire.

La « S4J » consiste comme son nom l’indique à ne travailler que quatre jours (consécutifs ou non), pour un salaire et une durée hebdomadaire du travail identiques. Il s’agit donc de produire au moins autant avec le même nombre d’heures réparties sur un nombre de jours réduit de vingt pour cent. Elle est compatible avec le télétravail, mais il s’agit d’un dispositif indépendant surtout conçu pour des travailleurs sur site.

La S4J ne cesse de s’étendre, soit à titre d’expérience, soit de manière définitive, un peu partout dans le monde. En Europe, les pays scandinaves ont fait figure de pionniers, désormais rejoints par beaucoup d’autres. En Allemagne, le puissant syndicat IG Metall l’a inscrite comme « objectif à moyen terme ». En Espagne, depuis l’automne 2021, 200 entreprises de la région de Valencia testent le dispositif. De juin 2022 à février 2023, le Royaume-Uni a organisé une expérimentation nationale nommée « 4 Day Week Global » portant sur plus de 3 300 salariés et 70 entreprises, toutes tailles et secteurs confondus. Au Luxembourg PwC a lancé en juillet 2022 un projet-pilote avec 600 personnes (20 pour cent des effectifs). La société de transport Flibco revendique son statut de pionnière pour sa mise en œuvre de manière durable. En France 400 entreprises

et plusieurs grands organismes publics sont déjà définitivement passés à la S4J. Même au Japon, connu pour son « culte du travail », Microsoft l’a testée en août 2019 pour l’ensemble de ses 2 300 employés locaux.

L’essayer c’est l’adopter. Une majorité écrasante (plus de 90 pour cent) des salariés ayant déjà testé la mesure en sont satisfaits. Sur l’ensemble des salariés, des sondages récents montrent qu’entre 62 et 77 pour cent selon les pays seraient prêts à s’y convertir (75 pour cent au Luxembourg). Cet engouement s’explique par la possibilité de mieux équilibrer vie privée et vie professionnelle. Avoir un jour de libre en semaine permet de mieux gérer le quotidien et de mieux profiter du week-end. Selon des chercheurs en neurosciences, la S4J contribue à « préserver nos ressources cognitives », améliore la santé mentale et le bien-être général.

Les salariés qui travaillent sur quatre jours réalisent des économies substantielles sur les dépenses de transport et de garde d’enfants. Des femmes qui travaillaient à 80 pour cent de temps pour s’occuper des enfants dans la semaine sont désormais à plein-temps avec le salaire qui va avec. La S4J n’a pas d’incidence sur la durée des congés. Cerise sur le gâteau : des salariés exclus du télétravail pour des raisons matérielles, et frustrés de ne pas pouvoir en bénéficier, peuvent désormais profiter du temps libre offert par la S4J.

Bien évidemment, si des entreprises acceptent de mettre en place la S4J, c’est qu’elles y trouvent leur compte. Malgré des retours d’expérience encore limités, non seulement la production ne baisse pas mais elle augmente car les gens

La S4J permet de donner à l’entreprise une image plus dynamique susceptible d’attirer les candidatures

sont plus reposés et l’absentéisme diminue. Au bout de quelque mois, les managers se déclarent en grande majorité neutres ou positifs sur l’incidence en termes de gestion des ressources humaines. À condition qu’elles ferment un jour de plus par semaine, les entreprises réalisent elles aussi des économies, cette fois sur les coûts variables d’occupation des locaux (consommation d’eau, d’énergie et de papier, nettoyage et restauration).

La S4J permet aussi, de manière plus inattendue, de donner à l’entreprise une image plus dynamique susceptible d’attirer les candidatures. Un enjeu crucial pour les employeurs de pays comme l’Allemagne ou le Luxembourg, confrontés à de graves problèmes de recrutement. En mai 2023, le Commissaire européen à l’emploi et aux droits sociaux, le Luxembourgeois Nicolas Schmit, suggérait de déployer la S4J en priorité « dans les secteurs ayant des difficultés à attirer les nouvelles générations ». Au passage le dispositif permet aussi de fidéliser le personnel existant.

Pour autant, la mise en place de la S4J n’a rien du long fleuve tranquille. Elle se heurte à de nombreux obstacles. Elle n’est pas applicable (ou très malaisément) à certaines entreprises (les plus petites), secteurs (les services) ou fonctions (les cadres). Au sein d’une même entreprise, tous les salariés ne sont pas éligibles ou ne sont pas forcément d’accord (la moitié du personnel chez PwC Luxembourg). « Passer à la S4J quand on est qualifié et qu’on a accès au télétravail a relativement peu d’intérêt », selon l’économiste français Eric Heyer.

De plus, les journées sont plus longues et parfois difficiles pour certains employés, notamment les plus âgés, à l’heure où l’âge de la retraite recule. En effet, même en raccourcissant les pauses, la journée de travail dure 8h30 au mi-

nimum et peut aller jusqu’à 10h ou plus. Ce qui fait dire à certains experts que la S4J ne devrait pas être appliquée au-delà d’une durée hebdomadaire de 36 heures. Par ailleurs, la S4J nécessite une nouvelle organisation et un changement dans la culture d’entreprise. Tous éléments qui laissent planer un doute sur l’évolution de la productivité à moyen et long terme.

Certains craignent aussi un détournement du dispositif. Une journée libre en plus permet de faire des heures supplémentaires dans l’entreprise, ce qui est contraire à l’esprit de la mesure, voire ailleurs, avec le spectre du « double job ». Enfin plusieurs expériences menées depuis 2021 ont plus ou moins rapidement tourné court. Pour toutes ces raisons, dans certains pays comme l’Allemagne, le syndicat patronal BDA y est farouchement opposé tandis qu’au Luxembourg, l’UEL se montre pour le moins sceptique. Les syndicats de salariés, comme le LCGB et l’OGBL, ne sont pas chauds. Divergences aussi chez les politiques : le Premier ministre français Attal est un convaincu, contrairement à son homologue britannique Sunak. Nicolas Schmit reconnaît qu’il n’y a pas de position commune en Europe sur cette question.

Les organisations ayant adopté la S4J admettent que son impact sur leurs embauches a été modeste voire nul. Au niveau global, certaines activités sont affectées par un jour de travail en moins chez leurs clients (horeca notamment) tandis que d’autres (secteurs du sport, des loisirs et du bricolage) en tirent profit. L’impact écologique (réduction de l’empreinte carbone) est également discuté, sauf pour les transports, car le volume d’activité reste le même sur quatre jours. Au final, « la S4J reste une rareté » selon le cabinet britannique Hays. Malgré des données lacunaires, on peut estimer que moins de trois pour cent des salariés européens la pratiquent, hors expérimentations.

Dans un sondage publié au Luxembourg en juin 2023 par la plateforme *Jobs.lu*, 55 pour cent des managers déclaraient ne pas croire à la S4J comme modèle d’organisation du travail. Une proportion voisine de celle (58 pour cent) révélée par Hays en février 2023 au Royaume-Uni. Mais parmi ces derniers, une nette majorité avouaient « qu’ils seraient plus enclins à l’adopter si le personnel passait les quatre jours sur le lieu de travail ». De quoi penser que le recul du télétravail, même partiel, dont beaucoup d’entreprises, à l’image des géants américains de la *tech*, perçoivent aujourd’hui les limites, pourrait bien favoriser le développement de la S4J. Un motif d’espoir pour ses adeptes. ●

Un drôle de précédent

Il y a exactement cinquante ans, entre janvier et mars 1974, les Britanniques ont expérimenté à leur corps défendant la Three-Day-Week. Cette mesure drastique avait été décidée par le gouvernement conservateur de l’époque pour faire face à la pénurie de charbon (alors une source d’énergie majeure) due à une grève massive des mineurs entamée en novembre 1973. À la surprise générale, la production industrielle, dont on attendait un

effondrement de quarante pour cent en travaillant deux jours de moins par semaine, avait à peine baissé ! Preuve que l’on pouvait-presque-réaliser en trois jours ce qui était auparavant accompli en cinq jours. Dans ce pays, l’idée n’a cessé de prospérer, portée par la New Economics Foundation (NEF), un think-tank fondé en 1986. En février 2010 il avait appelé à une transition graduelle vers une semaine de travail de 21 heures, réparties sur trois jours. gc

Personnel Is Policy

IIII Bernard Thomas

Luc Frieden place Jean-Paul Olinger aux Contributions directes et Nicolas Mackel à la Représentation permanente

« Personnel is policy », telle était la maxime de la contre-révolution reaganienne. Luc Frieden semble s'en inspirer. L'ancien président de la Chambre de commerce vient de placer le directeur de l'Union des entreprises et le directeur de Luxembourg for finance à deux postes stratégiques de l'appareil d'État. Jean-Paul Olinger devient directeur de l'Administration des contributions directes (ACD), tandis que Nicolas Mackel se retrouve à la tête de la Représentation permanente à Bruxelles. Le Conseil de gouvernement les a nommés ce mercredi, Luc Frieden annonçant la nouvelle lors d'un briefing de presse au château de Senningen, son lieu favori pour réunir ses ministres et la presse.

Le *Luxemburger Wort* avait sorti le premier l'info : Le « Finanzplatz-Hardliner » Nicolas Mackel serait pressenti pour le poste à Bruxelles. Une nouvelle qui ne semblait pas ravir l'ensemble du corps diplomatique. Mackel est pourtant issu du sérail. Il n'a jamais officiellement quitté la carrière diplomatique, mais était simplement détaché. Un fait qu'il rappelait fréquemment, comme en juin 2022 au *Land* : « Prenez les Paul Helminger, les Nicolas Schmit, les Pierre Gramegna et les Yuriko Backes, la diplomatie est un vivier où vous pouvez trouver des gens de qualité, motivés, compétents, qualifiés pour défendre les intérêts de l'État ». Nicolas Mackel a travaillé à la Représentation permanente, avant de rejoindre l'ambassade à Washington (où il était le no 2), puis de prendre le poste de consul général à Shanghai en 2011.

En juillet 2013, Luc Frieden le choisit pour diriger son agence de promotion, Luxembourg for Finance. Propagandiste plutôt que lobbyiste, Mackel fait preuve d'un certain talent médiatique. Dans son répertoire fixe, on trouve la critique d'« une école française qui est issue d'un coin intellectuel dont la seule réponse sont les impôts, les impôts, les impôts. » Ou les Luxembourgeois qui ne seraient pas assez « fiers » de la place financière, « vielleicht, weil ihr Verhältnis zu Geld ungeklärt ist ». Avec « Ons Finanzplatz », une campagne qu'il voulait « pédagogique », Mackel essayait de remédier à la chose.

L'ancien lobbyiste bancaire Jean-Jacques Rommes a sauté à la rescousse de Mackel ce jeudi : « Nicolas Mackel est l'homme de l'État délégué vers le secteur financier, non pas l'homme du secteur financier délégué vers l'État. » Après onze ans de bons et loyaux services, celui-ci se retrouve à un des postes les plus prestigieux de la diplomatie luxembourgeoise. L'accord de coalition donne la ligne, c'est celle que Mackel défend depuis toujours : « La représentation diplomatique du Luxembourg doit être organisée de manière efficace pour défendre au mieux nos valeurs et intérêts. La diplomatie économique devrait par exemple permettre de soutenir la consolidation et le développement de la place financière luxembourgeoise. »

La promotion de Jean-Paul Olinger paraît plus atypique. Il est le premier directeur de l'ACD à ne pas être issu du ministère ou de l'adminis-

tration. Faut-il le congratuler ou le plaindre ? Le lobbyiste patronal prendra la tête d'une administration plongée dans une crise profonde, en sous-effectif chronique et sous pression politique constante. Nommée par Pierre Gramegna, Pascale Toussing avait été poussée vers la sortie par Yuriko Backes. (Elle aura au moins terminé son mandat de sept ans.) La directrice de l'ACD avait aliéné à la fois les Big Four (qu'elle a toujours tenus à distance) et une partie de son propre personnel. Bref, elle s'est retrouvée totalement isolée. *Reporter* avait relevé en octobre dernier « la gestion catastrophique », le « climat toxique » et le « malaise et la frustration » régnant au sein de cette administration. Et de noter : « La responsabilité est toutefois collective, Pascale Toussing étant entourée d'un comité de direction qui a cristallisé l'animosité d'une bonne partie des agents du fisc. »

La solution externe devait paraître comme la seule issue possible pour marquer la rupture avec l'ère Toussing. Le comité de sélection a en tout cas retenu Olinger, une proposition adoptée « à l'unanimité » par le conseil de gouvernement, disait Frieden ce mercredi. L'annonce a irrité certains. Déi Lénk la qualifie d'« éhontée » dans un communiqué ce jeudi : « Luc Frieden a introduit le loup dans la bergerie. » Le Premier ministre a pris soin de le présenter sous une autre lumière : « Den Här Olinger ass virun allem Fiscalist duerch an duerch ».

Directeur de l'UEL depuis sept ans, Jean-Paul Olinger a fait figure de lobbyiste téflon, toujours

courtois et avenant. Né en 1978, fils d'un ingénieur Arbed, il a grandi à Bettembourg, fréquenté le Stater Kolléisch (section D), puis étudié à HEC Lausanne. Après ses études, il entre chez KPMG au département « tax », où il se spécialise dans la fiscalité des banques et des fonds. Face au *Land*, il disait en 2018 avoir également fréquenté le bureau de Marius Kohl pour soumettre des *rulings*. Il revenait à l'affaire Luxleaks et son traitement médiatique : « Dans notre économie et dans notre gouvernement il y a beaucoup d'expertise. Je me demande si on n'aurait pas pu leur accorder un peu plus de crédit *an hinne d'Partie halen* [se mettre de leur côté]. »

Parmi ses missions : Rendre l'administration plus accueillante envers les « clients ». Luc Frieden a évoqué le « grand et permanent chantier » que constitue la digitalisation. La tâche s'annonce herculéenne : L'informatisation accuse au moins une décennie de retard. L'individualisation des impôts mettra également la pression sur Olinger (qui n'est pas spécialiste en matière de fiscalité des personnes physiques). Mais le nouveau directeur devra d'abord apaiser et stabiliser l'administration.

La nomination montre que le pool de recrutement n'est pas bien profond. Il fallait trouver un fiscaliste de nationalité luxembourgeoise prêt à renoncer à une partie de son salaire. Jean-Paul Olinger n'a jamais dirigé une grande équipe (l'UEL comptant une petite vingtaine de salariés), il se retrouvera à diriger une administration comptant un millier de fonctionnaires. ●

Luc Frieden et Nicolas Mackel, il y a deux semaines au Forum de la BEI



La délivrance de la Villa Kutter

IIII Erwan Nonet

De son vivant, l’œuvre de Joseph Kutter était largement incomprise au Luxembourg. Même sa magnifique Villa du Limpertsberg semble l’avoir trahi. Mais aujourd’hui, tout rentre dans l’ordre

Il est une des grandes figures d’un art luxembourgeois qui n’en compte pas tant. L’un de ces héros, un champion national dont l’œuvre rayonne à l’étranger. Il a beaucoup exposé à Paris, Munich ou aux Pays-Bas. Le Centre Pompidou, à Paris (fermé jusqu’en 2030), accroche son *Homme au doigt coupé*. Le Stedelijk Museum d’Amsterdam montre un clown à l’accordéon. Joseph Kutter a eu le droit à de nombreuses rétrospectives, dont la première au Föschmaart, dès 1946, cinq ans seulement après sa mort et quelques mois suivant l’ouverture du musée.

Mais au fond, si célèbre qu’il soit, Joseph Kutter reste un grand inconnu. On célèbre l’artiste sans connaître l’homme, on l’a exposé sans l’avoir vraiment étudié. À ce titre, la nouvelle exposition qui lui est consacrée au MNAHA (à lire dans le Land la semaine dernière) a le grand mérite de ne pas s’intéresser au socle et au lustre. Elle préfère explorer le geste.

Lis Hausemer et Muriel Prieur, les co-commissaires de *Dem Kutter seng Gesichter, Nei Facettë vun eiser Sammlung*, présentent une quarantaine de tableaux, mais aussi des esquisses préparatoires qui se trouvent parfois au dos de toiles (une découverte), comme ces touchants exercices de signatures. Ces croquis sont enlevés. En quelques lignes, Kutter construit sa composition, lui donnant une âme dans l’instant.

Tout le contraire de ses portraits, qui oscillent entre la mélancolie et le tragique. Ils résultent d’un corps en corps. La matière et l’artiste luttent, sans que l’on sache vraiment qui l’emporte. Une maïeutique laborieuse. Les couches se superposent, se complètent, s’opposent. Parfois, l’artiste les gratte pour créer une nouvelle texture qui prendra la lumière autrement. Rarement satisfait, il faut parfois à Kutter plus d’une année pour finir une toile.

Le résultat s’avère bien souvent décevant. « Ces portraits ne sont pas toujours appréciés de leurs commanditaires, relève Lis Hausemer. Il était tellement critiqué qu’il ne montrait plus ses tableaux. » Alors que l’artiste considérait les portraits comme ses œuvres les abouties, il peignait des bouquets de fleurs qui, eux, se vendaient bien. « Il les réalisait plus vite, c’était plus facile, plus alimentaire aussi », relève la commissaire. Et, pour lui, certainement frustrant.

Pourquoi Kutter s’installe-t-il à Luxembourg en 1924, alors qu’il bien plus apprécié à Munich, à Paris et partout où les expressionnistes étaient à la mode ? « C’est un choix de sa part, souligne Lis Hausemer. Il était très lié avec sa famille. Son père et sa sœur vivaient au Limpertsberg, comme lui. » Lorsqu’il revient au pays, Joseph Kutter décide donc d’aménager dans ce quartier cossu. Sa femme, Rosalie Seldmayr, est la fille d’un grand industriel bavarois. Elle lui offre une certaine aisance financière. Le couple choisit un terrain sur l’avenue Pasteur. En 1927, un premier plan est déposé à la Ville de Luxembourg et autorisé. Signé Fritz Breuhaus, le projet intitulé « La cour du peintre » ne sera finalement pas réalisé.

Hubert Schumacher, un futur grand architecte luxembourgeois qui vient de terminer ses études à Munich et Paris, dessine un

Oliver Holmes

Feuilleton



Oliver Halmes

L'architecte Diane Heirend devant la villa Kutter au Limpertsberg

second plan. « Il s'agit d'un projet de jeunesse fabuleux. Ce plan reflète l'architecture moderne qui vient tout juste d'apparaître, du jamais-vu au Luxembourg à l'époque », s'enthousiasme l'architecte Diane Heirend, qui a piloté la toute récente rénovation de la maison.

On y décèle l'influence du Bauhaus, avec ses droites sécantes, ses volumes cubiques et ses toits-terrasses. Cette « Maison de campagne », tel qu'elle est appelée, ne sera pas réalisée telle que sur les plans. C'est une version amendée, qui sortira de terre en 1929. La Villa n'a pas d'équivalent au Luxembourg. Son style tranche radicalement avec l'environnement et les mœurs d'un pays qui ne se définit pas par son avant-gardisme. Elle garde toutefois des attributs bourgeois. Une chambre de bonne est mitoyenne de la cuisine au rez-de-chaussée et parmi les chambres à l'étage, on trouve celle de la nurse.

Qui veut quoi ?

L'atelier de l'artiste se trouve au niveau du jardin et, à vrai dire, sa distribution interroge Diane Heirend, qui a mené une passionnante enquête sur l'histoire du bâtiment. « On entre dans l'atelier de Kutter par une grande ouverture, à partir du salon. Quiconque était reçu dans la maison pouvait donc le voir au travail. Compte tenu de l'atmosphère de ses toiles, je me dis que ça ne lui ressemble pas... Je ne l'imagine pas se mettre en scène, comme au spectacle. »

Un autre élément intrigue l'architecte : l'implantation de la villa au fond de la parcelle, presque accolée à la limite parcellaire. Pourtant il y avait la place de faire autrement. C'est comme si l'accent avait été mis sur le décorum, plutôt que sur l'atelier. « En arrivant, les visiteurs devaient traverser la partie visible de la rue, relève Diane Heirend. Il y a là une mise en scène qui rappelle celle de la Villa Vauban. » D'où une question : dans cette maison, qui veut quoi ? Kutter y peindre ou son épouse recevoir ?

Dès 1937, quelques années seulement après la construction de la maison, le couple Kutter-Seldmayr demande à l'architecte Tony Biwer de planifier plusieurs transformations. Biwer, par ses propositions, allait totalement gommer les volumes cubiques et introduire d'improbables ouvertures en arcades sur l'extérieur. Une démarche qui interroge, d'autant qu'il est un architecte réputé, auteur notamment de belles villas dans la rue de Nassau, à Hollerich. « Je ne comprends pas, soupire Diane Heirend. J'aimerais bien savoir ce qu'il avait en tête... »

Joseph Kutter signe ces plans qui sont déposés à la Ville, mais la modification majeure ne sera réalisée qu'après sa mort en 1941. Cette improbable toiture proposée par Arthur Thill coiffera la maison en 1942. Toutes les intentions sont parfaitement documentées dans le permis de construire approuvé par les autorités communales, alors nazies. Le nombre de tuiles y est décrit à la pièce près, la quantité de bois précisé au mètre cube. Mais en pleine guerre mondiale, les matériaux

L'histoire de la première villa moderne du pays a été sortie de l'oubli par l'architecte Diane Heirend

manquent. Dans les nouveaux murs, on trouve pêle-mêle des briques de Bettembourg et de Lorraine, assemblées de manière peu orthodoxe. Certes, les toits-terrasses ont engendré de réels soucis d'humidité, la rénovation récente en a d'ailleurs retrouvé les séquelles. La météo locale couplée à une étanchéité approximative a posé des problèmes, mais le remède est, osons le dire, sacrilège.

Contrairement aux autres travaux, la charpente est très investie et très bien réalisée... dans le plus pur style bavarois cher à Rosalie Seldmayr. Les tuiles rouges ne sont pas plus luxembourgeoises, elles proviennent d'une fabrique sarroise très connue. La désormais veuve Kutter, dont les parents possédaient de grandes forêts en Allemagne, se languissait-elle de sa terre natale ?

Dès lors, la villa est défigurée. L'audace créatrice a laissé la place à une parodie bancale. Et ce n'est pas terminé. En 1981, une dernière transformation – à l'intérieur cette fois – laisse pantois. Un mur composé d'une cheminée, d'une bibliothèque et d'une armoire atrophie l'atelier, ne laissant la place qu'à un couloir devant la belle verrière. Les volumes comme la lumière sont sacrifiés.

Le chevalet à la cave

L'histoire de la première demeure moderne du pays a été sortie de l'oubli par Diane Heirend, chargée par les nouveaux propriétaires de redonner de l'allure à cette bâtisse iconique. Avant les travaux, l'architecte a épluché les archives pendant deux ans pour mieux en connaître la destinée qu'elle savait tourmentée, mais pas à ce point.

Elle a retrouvé de nombreux documents qui permettent de retracer les grandes étapes de sa transformation, mais des doutes subsistent sur plusieurs points, car les plans ne reflètent pas toujours la réalité sur le terrain. Or les sources manquent pour tirer au clair certaines questions. « Je suis surprise par le peu de photos que nous avons sur la maison. Hormis celle de Batty Fischer (1931), il n'en existe pratiquement pas. Pourtant, l'extraordinaire Villa Kutter était un but de promenade prisé. De nombreuses fêtes y étaient organisées, c'était un endroit où il fallait être. Et malgré tout, ni la famille, ni les amis, ni les

voisins ne semblent disposer de photographies. J'aimerais tant pouvoir compléter les lacunes, cette maison mérite de retrouver toute son histoire. » L'appel est lancé.

La demeure est désormais habitée par un couple d'artistes, ami de la famille Kutter. Peut-être pour la première fois de son histoire, elle est occupée par des habitants heureux d'y vivre. Diane Heirend y a réalisé une rénovation « pas dogmatique », sans l'intention d'en faire « une villa-musée », mais dans le plus grand respect de son identité. « Le bâtiment est de nouveau très clair, il suffisait de le serrer dans ses bras », avance-t-elle joliment.

Vu de l'extérieur, le plus marquant est la disparition du toit et de la charpente, tandis que sont revenus les toits-terrasses et la ligne cubiste. À l'intérieur, la chambre de bonne a disparu pour laisser la place à trois ateliers en enfilade, « le seul endroit où l'on peut profiter de la largeur de la maison ». Les faux plafonds et fausses poutres ont été enlevés. La moquette a été décollée et, quand c'était possible, les carreaux d'origine ont été réhabilités. Pour retrouver le pourcentage de chaux et de ciment de l'enduit extérieur ainsi que ses pigments d'origine, des prélèvements ont été réalisés et envoyé en laboratoire. « C'était un chantier formidable, qui a réuni des personnes talentueuses, minutieuses et très motivées », sourit Diane Heirend.

L'architecte offre une dernière anecdote qui traduit les tiraillements qu'a connus la maison et, peut-être, le mal-être de son occupant le plus célèbre. « Dans la cave, derrière un tas de tuiles et le bois de chauffage, nous avons retrouvé le chevalet de Joseph Kutter. » Comme si le peintre n'avait jamais été là vraiment chez lui, que son souvenir n'avait sa place que dans l'obscurité du sous-sol.

Vient alors en tête *l'Intérieur aux trois figures*, qu'il a peint en 1940. On y voit sa famille (sa femme Rosalie, son fils Dolphe et sa fille Catherine), qui pose dans la villa dont on reconnaît la porte. Rigides, à distance les uns des autres, l'atmosphère est glaciale. Les visages sont flous, « Kutter les peignait ainsi à partir de 1937, alors qu'il souffrait d'un 'mal mystérieux', comme on disait », précise Lis Hausemer. Une affliction que l'on appellerait sans doute aujourd'hui dépression.

Pourtant, l'histoire est parfois miséricordieuse. La maison dont il avait rêvé a retrouvé son âme. Des chercheurs se penchent dorénavant sur ce qu'il était et le révèle au grand public. Et ce chevalet jeté aux oubliettes est aujourd'hui présenté au cœur de la nouvelle exposition, à deux pas du *Champion*, que le musée vient d'acquérir grâce à un financement participatif fructueux.

Diane Heirend reviendra sur cette histoire passionnante le jeudi 29 février, lors de la conférence qu'elle donnera au MNA-HA dans le cadre de l'exposition *Dem Kutter seng Gesiichter. Nei Facettë vun eiser Sammlung*. Elle a intitulé son intervention *Réparer la Villa Kutter, histoire de la renaissance d'un monument luxembourgeois*. Plus qu'un chantier, c'est une délivrance. ●

THEATER

„Ein archaischer Text der Moderne“

IIII Anina Valle Thiele

Anfang März bringt Stefan Maurer Strindbergs *Der Pelikan* (1907) auf die Bühne des Escher Ariston. Ein Vorgespräch über den Dramatiker, dem der Ruf eines Frauenhassers anhaftete und der Sprache als Mittel zum Übertünchen von Missständen einsetzte

Der radikale Erneuerer des Dramas galt als kein einfacher Charakter. Im Vergleich zu *Fräulein Julie* oder *Totentanz* zählt *Der Pelikan* zu den weniger bekannten Stücken des Schweden August Strindberg. Worin liegt der Reiz? „Ich glaube, seine Stücke sind unterschiedlich modern, aber *Der Pelikan* ist tatsächlich modern geblieben“, ist sich Regisseur Stefan Maurer sicher. Irgendwann sei klar gewesen, dass er Strindberg inszenieren werde. Dass die Wahl schließlich auf gerade dieses Stück fiel, habe auch pragmatische Gründe gehabt, etwa die überschaubare Anzahl an Schauspieler/innen.

„Strindberg ist ein Autor der Krise. Und beim *Pelikan* gibt es zwei thematische Schwerpunkte, beide kann man mit sozialem Narzissmus beschreiben“, so Maurer. Der eine sei das Persönliche, der andere das Gesellschaftliche. Im Original ist ein Erbschaftsstreit um die Jahrhundertwende Thema, zentral gehe es hierbei um Geld. „Jeder definiert sich darüber, und alle fahren im Prinzip zweigleisig“, erzählt Maurer am Rande der Proben in Esch. Jeder im Stück glaube, dass er über das eigene Image, das er sich aufbaue, einen Vorteil habe. Dies habe er spannend gefunden, denn „im Grunde musst du dein Image permanent weiter erfinden, und das ist es, was diese Figuren tun“.

Zu seinen Figuren werde aber nicht die Brücke via Social Media geschlagen, als freiwillige Selbstentlarvung der Menschen. Das fand Maurer zu einfach. Natürlich könne man die Leute mit Handys auf die Bühne gehen lassen. Doch gebe der Text selbst genug her und trage das Stück.

Strindberg, der von Freud beeinflusst gewesen sein soll, habe eine prototypische Konstellation geschaffen. Obwohl das Stück 1907 geschrieben wurde, sei es „ein archaischer Text der Moderne“. „Er würde nicht in der vorindustrialisierten Zeit funktionieren. Eine Überidee wird verdrängt durch Materialismus“, so Maurer.

Der Pelikan ist eine dunkle Farce über den Schein der Familie. Die Zuschauer/innen erwarte aber kein deprimierendes Stück. Es sei ein Stück auf der Kippe. Es liege im Auge des Betrachters, ob es einen eher herunterzieht oder man sich darüber kaputtlacht. Die Figurenkonstellation hat Maurer nur leicht verfremdet. Die Mutter Elise wird von Nora Koenig gespielt.

„Die Sprache von Strindbergs Protagonisten diene oft nicht mehr der Verständigung, sondern ihrer gegenseitigen Zerstörung ...“ liest man immer wieder über den ambivalent rezipierten, überempfindlichen Strindberg, der sich stets missverstanden fühlte. „Bei Strindberg gibt es auch eine problematische Seite, den Frauenhass“, weiß Maurer, der meint, „es ist wesentlich ambivalenter.“ Strindberg habe sich ausnahmslos starke Frauen gesucht, sich an ihnen abgearbeitet und wurde dann furchtbar wütend darüber, dass sie so stark sind. „Es spricht ja für ihn, dass er sich gerade solche Frauen ausgesucht hat“,

Im Grunde sei Sprache eine Ablenkung, um wahre Missstände zu übertünchen

verteidigt auch Nora Koenig den schwedischen Dramatiker. Dem Sohn habe er im *Pelikan* Rache zugestanden. „Dass er sich an der Mutter rächt, fand ich gefährlich, dass man sagt, es ist irgendwie nachvollziehbar, dass die Männer sich an den bösen Frauen rächen“, erläutert Maurer. „Auf der anderen Seite wollte ich diese Thematik ausklammern und habe deswegen die Rolle der Bediensteten zu einem Mann gemacht – aus einer allgemeineren Männerposition, womit man das problematisieren kann“, erklärt Maurer seinen Kunstgriff.

Man dürfe nicht vergessen, dass es in *Der Pelikan* um einen Erbschaftsstreit gehe, dass im Grunde alle auf die Erbschaft der Mutter starrten. Alle kreisten um sie wie Geier, so Maurer.

„Ich fand’s spannend mich mit Strindberg auseinanderzusetzen“, erzählt Nora Koenig. Gerade das Narzisstische an der Rolle der Mutter habe sie gereizt. „Es ist aber auch schwierig für mich, es wird immer alles der Mutter vorgeworfen, vom Vater reden wir gar nicht. Alle verehren diesen verstorbenen Vater und die Mutter ist an allem Schuld.“ Das sei etwas, was sie sehr gut kenne. Doch es sei noch mehr: Jeder poche auf sein eigenes Ich, darauf, das Recht zu haben, es ausleben zu können. Die Mutter blende aus, dass es auf Kosten von anderen gehe: „Ich missbrauche im wahrsten Sinne des Wortes meine Kinder für mein Ding.“

Man merke aber bei Strindberg, dass er selbst total hin und her schwanke. Doch gerade das mache ihn spannend, so Regisseur Maurer. Denn eigentlich trage das ganze System, in dem alle sich über ihr Ich definierten, Schuld.

Nach einer beeindruckenden Inszenierung mit einer wunderbar emanzipierten Nora Koenig als Stella, einer Kooperation mit dem Schauspiel Wuppertal im TNL in der Spielzeit 21/22, deren inklusiver Ansatz in weiten Teilen der luxemburgischen Kritik unverstanden blieb, arbeitet Maurer in *Der Pelikan* wieder mit den Luxemburger Schauspielern Nora Koenig und Germain Wagner. Das liege nicht zuletzt daran, dass sie mittlerweile ein eingespieltes Team seien. „Es hat Vorteile, dass man sich kennt, dass es ein

stilles Verständnis gibt“, sagt der in Berlin lebende Maurer, der bereits seit 15 Jahren in Luxemburg Regie führt. Es sei toll, wenn man das Gefühl habe, dass man gemeinsam wohin will – auch in Gesellschafts- oder Rollenbildern.

Stefan Maurer ist kein autoritärer Regisseur, der strenge Anweisungen gibt. Er gibt seinen Figuren Raum zur Entfaltung. „Es gibt keine Stoppschilder bei mir“, sagt er. „Ich find’s wichtig, dass eine Atmosphäre von Freiheit entsteht, aber ich entwerfe trotzdem Bilder.“ Letztlich übertrage sich über Theater Bewusstsein.

Bietet die kleine Bühne des Escher Ariston den passenden Rahmen? „So klein ist die Bühne gar nicht“, meint Maurer. Für Strindbergs intimes Theater eigne sie sich perfekt. „Anfangs wird es sehr eng. Zwischendrin rücken wir uns ganz schön auf die Pelle.“ Die Bühne sei sehr nah am Zuschauer. Der nicht-sichtbare Raum spiele eine große Rolle.

Als Maurer zum Theater kam, wurde Strindberg rauf und runter gespielt. „Dann war auf einmal Sendepause. Und plötzlich ist er wieder der Autor der Stunde. Ich glaube, es hängt damit zusammen, dass er ein Krisen-, ein Umbruchsautor ist, weshalb man ihn jetzt wiederentdeckt.“ Es sei eine Freude, wenn man mit einem Text zu tun

habe, in dem deutlich wird, dass Strindberg ein ganz eigenes Verhältnis von Sprache zur Welt hatte. „Er hat unendlich viel geschrieben und sagt eigentlich dennoch: Sprache dient dazu, sich mit dem Eigentlichen nicht zu beschäftigen.“ Das spüre man auch in der Arbeit, dass Sprache im Grunde eine Ablenkung ist, um wahre Missstände zu übertünchen.

Maurer wünscht sich, dass die Zuschauer/innen mit der Frage im Kopf hinausgingen: „Was ist dieses Selbstideal, das alle haben und womit auch wir beschäftigt sind?“ Die vereinende ethische Ordnung gebe es ja nicht, auch wenn Reaktionäre uns das glauben machen wollen. „Ich wünsche mir ein Erlebnis und eine Auseinandersetzung“, so Maurer. Idealerweise werde seine Inszenierung einen übers Lachen oder Erschrecken berühren. „Das hoffe ich, dass das passiert!“ ●

Der Pelikan; Text: August Strindberg, aus dem Schwedischen von Angelika Gundlach, Suhrkamp Verlag, 1982. Regie: Stefan Maurer. Kostüme: Jessica Karge. Mit: Johanna Klaushofer, Nora Koenig, Adrien Papritz, Christine Tielkes, Germain Wagner. Eine Koproduktion mit dem Schauspielhaus Salzburg. Dauer: 80 Minuten. Auf Deutsch. Premiere ist am 1. März um 20 Uhr im Ariston in Esch. Weitere Termine und Ticketreservierung unter: theatre.esch.lu



Germain Wagner und Nora Koenig

Berlinale : La présence lucide du cinéma luxembourgeois

IIII Karolina Markiewicz

La Berlinale, également connue sous le nom de Festival international du film de Berlin, a été fondé en 1951 par les Alliés occidentaux. Il devait symboliser l'ouverture du monde. C'est ce qu'il incarne toujours en 2024, comme l'indiquent les foules dans les rues allemandes qui se positionnent clairement contre l'extrême-droite, notamment l'AfD (Alternative für Deutschland, l'alternative pour l'Allemagne). Le parti a participé à une réunion quasi secrète rappelant celle tragiquement célèbre tenue à Wannsee en 1942. La Berlinale a d'ailleurs désinvité tous les représentants de l'AfD lors de son ouverture, la semaine dernière alors que l'invitation des représentants politiques est automatique.

Ce festival se tient chaque année début février et comprend une compétition internationale de longs-métrages, un marché du film très important, des rétrospectives et des sections parallèles. Il est un des trois principaux festivals de cinéma internationaux, aux côtés de Cannes et de Venise. En 2019, la Berlinale a marqué un tournant avec l'adoption de la Charte pour la parité et la diversité dans les festivals de cinéma. Jusqu'alors dirigé par Dieter Kosslick, il a vu à sa tête Mariette Rissenbeek et Carlo Chatrian qui quitteront la direction à leur tour après l'édition 2024. On ressent une certaine intranquillité sur la Potsdamer Platz.

Les grands festivals internationaux offrent une visibilité indispensable aux films coproduits avec le Luxembourg

Cet événement a toujours été politique et tourné vers un cinéma qui fait écho à ce qui se passe dans le monde en termes géopolitique, social et culturel. Il représente l'art du cinéma dans sa force humaine à embrasser l'altérité. Beaucoup de films d'un cinéma réfléchi et critique y sont mis en avant, tous comme des événements et des discussions qui cherchent à faire évoluer le cinéma en général. Mais la liberté de programmer est devenue illusoire, il est difficile de pouvoir programmer sans blesser.

Cette année, comme c'est régulièrement le cas, le cinéma du Luxembourg est présent à la Berlinale. D'après les données du Film Fund, il y a eu 25 sélections impliquant le Luxembourg entre 1993 et 2023 et cinq prix remportés, dont l'Ours d'or pour *Bad Luck Banging or Loony Porn* de Radu Jude coproduit par PTD (Paul Thiltges Distribution).

Cette année, le Luxembourg se présente à Berlin avec deux films importants, en compétition officielle. Le premier (en compétition Generation Kplus, pour le donc jeune public) est *Fox and Hare save the Forrest* de la réalisatrice néerlandaise Mascha Halberstad. Un beau film d'animation destiné au jeune public mais pas uniquement, coproduit par Doghouse Films Luxembourg et sublimé une fois de plus par le travail musical hors pair d'André Dziezuk.

Le deuxième film en lice est *Black Tea* d'Abderrahmane Sissako, réalisateur et consul honoraire du Grand-Duché en Mauritanie. Il revient avec une certaine mélancolie après son *Timbuktu*, qui avait été nommé aux Oscars.

« Deux films en compétition officielle pour le Luxembourg, c'est déjà une belle réussite », confie Guy Daleiden, directeur du Film Fund, présent à Berlin. Il soucieux de valoriser le secteur, mais tout aussi lucide de la fragilité du moment. « Pour les réalisateurs, les producteurs et tous les techniciens basés au Luxembourg, ce genre de festival de catégorie A est essentiel. La Berlinale, le Festival de Cannes ou celui d'Annecy permettent une large visibilité, une réelle valorisation et un moyen indéniable pour aller chercher de nouveaux projets, mais aussi de nouveaux moyens financiers, des collaborations avec d'autres pays. » Il ajoute que la présence dans ces grands festivals permet à nos talents de travailler sur une scène internationale, un tremplin décisif pour décoller et faire avancer les choses malgré les difficultés d'économique. « Le secteur cinématographique dans son ensemble subit les fluctuations économiques, ce n'est pas différent au Luxembourg. Les gens s'inquiètent. Le renouvellement se fait aussi plus lentement, les jeunes craignent d'avoir moins de perspectives. Cela dit c'est le cas à tous les niveaux,



Le compositeur luxembourgeois André Dziezuk, à droite de Mascha Halberstad, réalisatrice du film *Fox and Hare Save the forest*



Le réalisateur
Abderrahman
Sissako lors
de la soirée
luxembourgeoise

FilmFund

c'est sans doute aussi une question démographique. Mais il ne faut rien lâcher, chercher de nouveaux moyens, prouver par de bons films que le Luxembourg est bien présent, il faut des projets plus innovants aussi et l'éducation. En somme continuer à avancer malgré tout », poursuit-il

Il est vrai que ce n'est que par la persévérance, mais aussi la lucidité des collaborations (surtout des coproductions) que le cinéma peut vraiment se créer au Luxembourg. Frank Feitler l'avait déjà parfaitement compris au niveau du théâtre. Il semble nécessaire aujourd'hui aussi d'investir dans la formation pour créer de nouvelles forces vives et de ne pas négliger le tissu existant. Et avancer malgré la morosité et la complexité ambiante. Comment regarderons-nous cette période historique complexe a posteriori ? Comment crée-t-on des films au Luxembourg aujourd'hui ? Quelle est leur qualité artistique ?

À la fête traditionnelle donnée par l'ambassade du Luxembourg à Berlin, toutes ces réflexions et ces craintes circulaient évidemment en toile de fond dans les conversations. Le chœur Die Vögel, constitué de personnes qui travaillent dans le cinéma, notamment la réalisatrice Eileen Byrne, a chanté à cette occasion. Entre un refrain de *Barbie* et l'intro de *White Lotus*, l'ambassa-

teur Jean-Paul Senninger, a parlé du contexte géopolitique complexe des guerres et des multi-crisis qui en découlent : un contraste saisissant. Personne n'ignore la réalité et même lorsque les verres ont commencé à trinquer, on sentait que les choses ne sont plus tout à fait légères. Malgré tout, on tente de se réjouir de la présence des films, on s'écoute les uns les autres et on tente de se souvenir pourquoi on est là, pourquoi on travaille dans le cinéma. Une question récurrente de nos jours, à tous les niveaux de la société. La passion de créer des histoires, de se faire l'écho du monde, tel qu'il l'est, est-ce encore essentiel ?

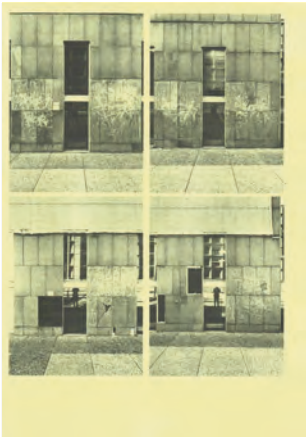
Pour Paul Thiltges, qui a donc un Ours d'Or à son actif avec le brillant réalisateur roumain, Radu Jude, les choses sont claires : « Il faut continuer à faire du bon cinéma. Travailler sans relâche et trouver les moyens pour bien le faire ! » Emmanuelle Vincent, productrice chez Doghouse Films Luxembourg est heureuse de pouvoir montrer un film réconfortant et peut-être même tout public, à travers ce festival, important, historique, dit-elle : « *Fox and Hare save the Forrest* pour lequel toutes les équipes ont tellement travaillé, au Luxembourg mais aussi en Belgique et aux Pays-Bas, un film comme celui-ci, ça se fait comme ça, en équipe, avec bienveillance, confiance et persistance. »

Quant à la réalisatrice et productrice Bady Mink (*Amour fou*), elle se souvient parfaitement qu'après avoir présenté ses films lors des grands festivals, tels que la Berlinale, les financements se sont simplifiés, d'un seul coup. Tout était devenu plus aisé pour la suite... À l'époque. Pour rappel, le cinéma européen est un cinéma subventionné. Aujourd'hui, les productions avancent pour *Amour Fou*, mais les financements redeviennent très compliqués, l'argent manque car tous les coûts ont augmenté, notamment ceux des acteurs et équipes. « Ce n'est d'ailleurs pas étonnant. Les acteurs, actrices, les techniciens et techniciennes doivent bien payer leur loyer, comme tout le monde ! »

Yann Tonnar, est inquiet mais heureux d'annoncer la suite de *Move* avec sa partenaire et épouse, Sylvia Camarda initiatrice avec Arte de cette superbe série sur la danse et l'expression corporelle. Douze épisodes sont à venir, l'écriture de ceux-ci démarrera immédiatement après leur retour de Berlin. Et pour finir Philippe Kohn, manager de Philophon (studio de post-production sonore qu'il a créé en 2007) aime venir à Berlin, rencontrer un maximum de monde d'un coup, « les comparses Luxembourgeois mais aussi les techniciens européens ». Lui aussi, veut travailler et faire travailler son équipe, il participe à des échanges

concrets, comme le Post Lab dédié à la post-production justement - cette partie de la création cinématographique qui est tout aussi essentielle. Il est accompagné à Berlin de son partenaire, l'ingénieur son Carlo Thoss, respecté de tous les réalisateurs avec lesquels il travaille toujours avec grande attention, le dernier par exemple est Abderrahman Sissako. Ils sont ravis mais savent pertinemment aussi qu'ils sont tributaires des producteurs qui montent leurs films sur tableau Excel en fonction des subventions qu'ils reçoivent. Philippe Kohn regrette d'ailleurs que son studio ne puisse que rarement suivre les réalisateurs plusieurs fois : « sauf Andy Bausch », sourit-il.

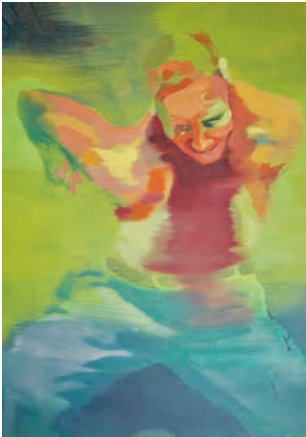
Si seulement, les esprits pouvaient se conforter par le fait que quoi qu'il arrive autour de nous, des histoires continueront à être racontées et montrées, notamment par le biais de films fabriqués par des gens passionnés et sincères. Que l'art sous toutes ces formes d'ailleurs puisse soulager de la réalité ou du moins nous permettre de la comprendre un peu mieux. Même ou surtout au Luxembourg, un endroit qui pourrait être le parfait laboratoire aussi bien économique que philosophique, celui de la compréhension libre et sincère de l'altérité, celui de l'esprit critique, notamment à travers l'art cinématographique dans toutes ses déclinaisons. ●



JULIEN HÜBSCH
WALLS/ORIGINS/REPLACEMENTS

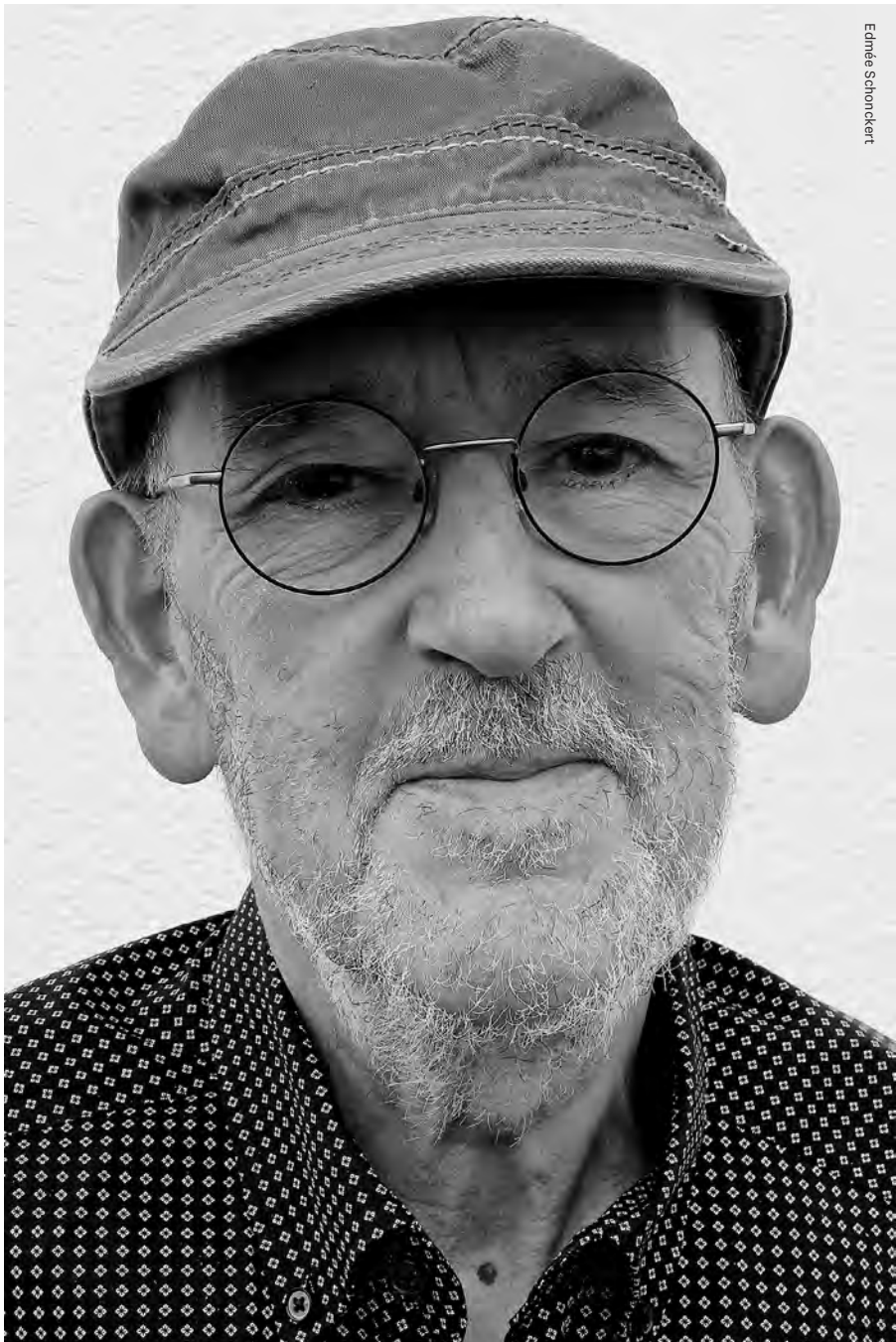
PIT RIEWER
NO FORM, NO SHAPE

03.02.2024 — 07.04.2024
Expositions ouvertes du mercredi au dimanche de 15h00 à 19h00
www.galleries-dudelange.lu



Le je m'en-foutisme en trente-trois leçons

IIII Don John



Guy Rewenig

Qui aurait cru que Guy Rewenig allait un jour plus ou moins citer Brian Molko, dont le lien avec le grand-duché est toujours évoqué par la presse et les fans luxembourgeois ? « Sans toi, je ne serais rien », confie ainsi Robert Lamalle à sa femme Céline. Celle-ci, loin de l'ambiance langoureuse et plaintive de la plus connue des chansons de Placebo, sur laquelle Brian Molko se fait accompagner par David Bowie, rétorque, impavide : « Avec moi, ça revient au même ».

Après des années passées à lutter contre l'enlaidissement podologique du monde comme condensée dans la pernicieuse attaque contre le bon goût lancée par les Crocs et autres cauchemars esthétiques, après que la tentative de léguer au fils l'entreprise familiale fut soldée par un échec cuisant au point d'avoir déclenché de longs ressentiments

du père envers l'ingrat rejeton, les Lamalle ont fini par vendre leur boutique de chaussures et se retrouvent à la retraite où, Robert Lasalle passe son temps à taper sur le système de son épouse Céline. Elle ne manque pas de lui faire comprendre, quand celui-ci s'insurge contre toutes ces *spinsters*, *cat ladies* et autres femmes célibataires selon lui pas foutues d'avoir trouvé de conjoint, que dans sa tête à elle, ça fait un bail qu'elle l'a quitté.

Pour fêter le Nouvel an et afin de pimenter un peu leur quotidien où même le mordant des disputes s'est émoussé à force de se resasser, les Lasalle ont invité un couple de réfugiés, cela pour porter une part de la misère du monde sur leurs épaules, eux dont les épaules sont habituées aux étoffes onéreuses et dont un peu de magnanimité, ne serait-ce que le

temps d'un soir, est le moins qu'on puisse attendre. Cette action philanthropique, loin d'être aussi altruiste que Robert la veut, peut se tenir car Robert se dit lié d'amitié avec un certain Jérôme, qui gère la structure d'accueil de réfugiés, structure dont l'insalubrité est tout aussi manifeste que le racisme structurel tapi bien mal derrière tant de sollicitude.

Dans le cadre d'une soirée qui s'annonce hors du commun et d'un récit qui respecte l'unité de temps et de lieu du théâtre classique, même s'il bafoue celle de l'action (ça digresse pas mal) et de la bienséance (on est loin du politiquement correct d'antan), le couple sera confronté aux mesquineries du partenaire, aux railleries incessantes et à ces petits arrangements avec la vérité qui en constituent les piliers, de ce couple.

Subdivisé en 33 chapitres d'une durée diégétique de trente minutes chacun, *La coupe est pleine* raconte donc le quotidien d'un couple qui radote alors qu'il n'a plus rien à se dire depuis longtemps, et qui fait feu de tout bois – le sort des pauvres réfugiés qui n'arrivent pas à gérer leur déracinement, la question du menu de la soirée (pour résoudre la question de savoir si servir du foie gras offusquerait leurs invités, Robert propose de se sacrifier en ingurgitant les canapés), le dérèglement climatique, l'ingratitude du fils ou encore les amitiés vaines (moment hilarant où Robert dit qu'il trie ses amis sur le volet, à quoi Céline répond qu'il n'en a pas, d'amis).

Ça n'est pas une vie

Avec *La Coupe est pleine*, Guy Rewenig nous fait traverser à toute vitesse l'histoire du théâtre de la deuxième moitié du vingtième siècle. L'absurdité des dialogues des premières scènes rappelle la loufoquerie d'un Ionesco du temps de sa *Cantatrice chauve*, la certitude que les réfugiés tant attendus n'arriveront jamais fait évidemment écho au *Godot* de Beckett – mais un Godot moins abstrait et du coup plus politique – puis enfin, quand on se rend compte que ce huis clos pourrait très bien constituer une boucle (et un jour) sans fin, un peu comme si les Lamalle passaient d'ores et déjà leurs jours dans les limbes d'un enfer taillé sur mesure, on pense au *Huis clos* sartrien.

Rewenig montre ici que le théâtre de l'absurde le devient tout d'un coup moins, absurde, quand on applique sa mécanique à celle du couple, application qui permet de montrer que c'est en recourant aux effets stylistiques d'un Ionesco ou d'un Beckett qu'on dépeint avec naturalisme la rhétorique du couple contemporain. Car entre quiproquos, esquives, ironie mordante et autres dialogues de sourds, les Lamalle ont perfectionné l'art de parler sans s'écouter.

Cet art, Rewenig l'hyperbolise sans cesse, avec méticulosité et patience – si les journaux ne débordaient pas déjà de titraillles inspirées du dernier long-métrage de Justine Triet, on aurait été tenté d'appeler cette critique *Anatomie d'un couple* – tandis qu'il est toujours suggéré que le monde extérieur, dont peu d'échos nous parviennent est en train de partir à vau-l'eau.

Après l'ambiance doucement absurde de *La Cantatrice chauve*, c'est bien plus sur *Le Roi se meurt* du même auteur que l'on finit, mais un *Roi se meurt* revisité, voire inversé. Car *Le Roi se meurt* raconte l'histoire d'un roi dont le royaume disparaît avec sa mort, parabole saisissante de ce solipsisme dont peu connaissent aujourd'hui les préceptes mais que toute une génération d'influenceurs semble s'être donné comme mode de vie. Ici, c'est un monde qui se meurt réellement, mais dont la mort est refoulée, ignorée par le *boomer* grincheux et climatosceptique qu'est Robert Lamalle.

Les références que l'on donne sont assez scolaires, car ce récit, qui est plutôt une pièce de théâtre qu'on ne serait pas surpris de voir un jour mis en scène au TNL, revendique de façon très, voire trop claire ses références : *La coupe est pleine* est comme hanté par l'histoire du théâtre de l'absurde et par l'œuvre de l'auteur, qui ressasse encore et encore des thématiques qu'il n'a cessé d'explorer, peinant quelque peu à se renouveler malgré la forme choisie, bien plus cohérente que dans ses récents recueils de nouvelles ou son dernier *Schnatt* fragmenté et épisodique.

Les références y sont tellement claires et nettes qu'on sait d'entrée de jeu que les invités ne viendront jamais, les tics sémantiques et linguistiques de l'auteur y sont si voyants qu'on connaît d'entrée de jeu la mauvaise foi du mâle et les taquineries ironiques de l'épouse. Gênent aussi un lectorat un peu trop relâché – l'emploi étrange du terme *nanti* paraît relever d'une erreur de relecture plutôt que de l'ironie – et un recours trop systématique et facile à l'ironie, au sarcasme et à l'art de l'hyperbole pour dénoncer l'hypocrisie des nantis du grand-duché, incarnés comme par métonymie via les Lamalle. De sorte que certaines blagues, trop attendues, trop faciles, comme celles autour du chat Saltimbocco, tombent à plat.

Malgré ces écueils, cela fait longtemps que Rewenig n'a pas condensé son maniement de l'ironie et de la mauvaise foi avec tant d'habileté, de sorte qu'il serait dommage de mimer l'attitude du vieux mâle grincheux Robert Lamalle et de bouter son plaisir. ●

La Coupe est pleine, de Guy Rewenig, 2023
Éditions Guy Binsfeld, 258 pages

T
A
B
L
O

ÖKOLOGIE

Kreislaufkultur

Unter dem Titel *L'écoresponsabilité dans la culture* hat das Kulturministerium einen Bericht veröffentlicht, der sich mit dem transformativen Potenzial der Kulturbranche befasst. Von den Verfassern wurde die leitende Prämisse „the culture sector is a change-maker“ vorausgeschickt. Als zentraler

Nachhaltigkeitsansatz wurde herausgearbeitet man solle Kulturschaffende gezielter vernetzen, damit sie nach dem Prinzip der Kreislaufwirtschaft Material ausleihen oder weiterverkaufen können. 90 Prozent der für den Bericht befragten Kulturschaffenden sind daran interessiert, an einem Netzwerk mitzuwirken, das die Aufbewahrung von Material und dessen Verleih erleichtert. Insbesondere im Theater Aktive geben an, hiervon

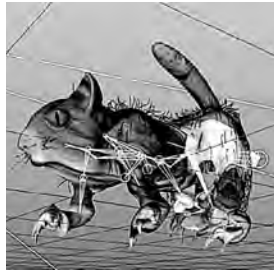
profitieren zu können. Vorreiterin in Luxemburg ist in diesem Bereich bereits die Kulturfabrik, die nach dem Prinzip „réduire, réutiliser, recycler“ handelt. Im ländlichen Raum können Kommunen und Vereine, die Veranstaltungen wie Weihnachtsmärkte und Musikfestivals organisieren, seit 2019 von dem GreenEvent-Label profitieren. Bei der Umsetzung der nachhaltigen Event-Gestaltung unterstützt sie

das Oekozer Pafendall. Um sich einen Überblick über Einsparmöglichkeiten und wiederverwendbares Material zu verschaffen, haben die Autoren des Berichts die Kulturszene inventarisiert: In einer anschaulichen Grafik erfährt man, dass 2022 beispielsweise von 20 Befragten etwa 400 Kilo technisches Material und von acht Bühnenbildner/innen 800 Kilo Bühnenstoff verwendet wurde. Das veröffentlichte PDF ist online frei abrufbar. SM

ART CONTEMPORAIN

Voisins non-humains

Lieu de travail, de recherche et d'orientation dont le but est soutenir la jeune création, le Casino Display propose



La peinture comme arme

IIII Marianne Brausch

Damien Deroubaix et Aleksandra Chaushova, expriment tous les deux de subtiles violences chez Nosbaum Reding

Non, Damien Deroubaix ne s'est pas assagi. Utilisant ses techniques habituelles, peinture, xylogravure, collage, il semble néanmoins qu'on assiste à un tournant par rapport à la colère qui habite sa production, malgré l'actualité tragique – et elle est sombre actuellement en Ukraine et au Proche-Orient.

En allant voir *Damien Deroubaix & Guests* à la galerie Nosbaum Reding, certes la couleur dominante est le rouge. Mais sa production nous a visuellement paru plus paisible. Autour d'une toute petite œuvre qui occupe le centre de la galerie : *Mutti*, (2023) un plâtre peint qui reproduit la Vénus préhistorique de Höhle Fels en Allemagne. Elle est tenue par une tige de fer et posée sur un socle en bois brut.

À croire que son exposition *la Valse d'Orphée* au Musée de la chasse et de la nature (2021) – où Deroubaix a appris cette technique de présentation de la sculpture – est un tournant dans la mise en espace centrale de la femme fertile, gironde, reproductrice de l'espèce. Si on pense par exemple à *Picasso et Moi* au Mudam en 2016, où il avait exprimé toute la rage d'homme qui l'habitait depuis qu'il avait vu pour la première fois, à 19 ans, la douleur de Picasso en 1937, exprimée après le bombardement de Guernica. À Paris, sculpter les animaux venus de la nuit des temps, plonger le visiteur dans le bleu nuit des grottes, requerrait une approche autre : un hymne à la vie.

Aujourd'hui à 52 ans, on retrouve certes son esthétique trash dans *Lucyd Farytale*, toile anti-business (huile et collage) peinte cette année, la référence à l'expressionnisme allemand, dans *Golgotha* – à noter que les crucifiées sont des femmes. Les pieuvres, serpents, chauve-souris, animaux associés, à la nuit, à la mort on les retrouve dans *Live after death/Tournesols*.

Un hommage à Vincent Van Gogh, l'artiste jamais satisfait, solitaire et suicidé, sous la forme d'un bouquet où les fleurs forment une danse macabre – voici la référence moyenâgeuse de Deroubaix. Et le petit rhombicuboctaèdre, rappel du polyèdre à 26 faces de Léonard de Vinci : la Renaissance, autre citation récurrente du peintre, se trouve au pied de *Guest for Fire*.

Celle qui semble être une Vierge en majesté, est sans doute une de ces femmes que l'on brûlait, accusées de sorcellerie... Mais où

Deroubaix montre une connaissance approfondie de l'histoire de l'art

donc est cet apaisement dont nous parlions au début ? Peut-être ferions-nous mieux de parler de connaissance de plus en plus approfondie et de l'histoire de l'art et des avancements de la science. Ce que nous avions pris pour des totems sont, nous apprend-on, des « bâtons de conteur ». Comme celui surmonté d'une pieuvre (bois de tilleul, de buis et encre), animal dont on n'a pas fini d'explorer l'intelligence et dont les jets d'encre, seraient un mode de communication.

Mais voici aussi des bouquets de fleurs de Deroubaix, étrangement classiques, disposés au centre du tableau, qui représentent des iris (*Iris et Norway in September* (2023 et 2024) parmi la deuxième partie de l'exposition, *Damien Deroubaix & Guests*. La découverte, ce sont les petits formats de Fritz Bornstück. À l'expression toute simple, mais qui révèlent un talent certain dans la technique d'assemblage : feuilles en toile découpée peintes, collées en relief sur le fond du tableau et fleurs en bouchons de tubes de peinture. Une espèce vénéneuse est bien sûr aussi invitée dans l'exposition. Ainsi la guirlande de *Datura* de Camille Fischer, (technique mixte sur papier, 2021), décorative à la manière *arts & crafts* britanniques, un peu décadente.

À la Projects Room voici dix tableaux de grand format, au fond uniforme rouge, bleu, vert, comme les objets représentés dans les mêmes couleurs vives, mais pastel d'Aleksandra Chaushova. D'usage courant comme la

paire de ciseaux, le pied à coulisse, les pinces, contemporains comme les câbles de recharge pour voiture électrique. Les coupe-cigare témoignent d'un loisir coûteux. Plus luxueux encore, les briquets guilloché pour l'un *stream line* pour l'autre, sont littéralement à double tranchant, comme le titre de l'exposition. *Fine Blades Pleasures*.

Aleksandra Chaushova, qui vit et travaille à Bruxelles, est née à Sofia en Bulgarie en 1985. Si certes les coupe-cigare peuvent suggérer des têtes de canard ou ressembler à un papillon de nuit, il ne faut pas oublier que ces objets sont des guillotines. Le pas est donc vite franchi entre plusieurs niveaux de lecture des plaisirs. Ceux des hédonistes et ceux des tortionnaires... ●

Damien Deroubaix & Guests et *Fine Blades Pleasures* sont à voir jusqu'au 2 mars à la galerie Nosbaum Reding à Luxembourg

Mutti, au centre de l'exposition



depuis son ouverture en 2021, des résidences d'artiste. Espérant promouvoir les liens entre école et art, il lance un projet pilote de résidence en milieu scolaire. L'artiste française Emma Dupré est la première à en bénéficier. Elle a travaillé depuis septembre dernier au Lycée des Arts et Métiers. Ce vendredi, le fruit de sa collaboration avec les élèves sera exposé (jusqu'au 4 mars) sous le titre *Documentaire animalier*. Ce projet cherche à instaurer une nouvelle attention sur

les non-humains avec qui l'on partage notre quotidien sans pour autant les remarquer. « Il s'agit d'explorer ce que l'on appelle parfois le banal qui, par la création artistique, peut prendre de nouvelles dimensions », détaille l'artiste. L'accent est mis sur l'observation de groupe, les pratiques d'échanges l'écriture de scénario et la création low-cost. FC

J U S T I Z

Original

14 Monate hat es gedauert, bis die Affäre vor dem Berufungsgericht verhandelt wurde. Im Dezember 2022 hatte Jeff Dieschburg, Kunststudent, den Prozess gegen Jingna Zhang, Fotografin, in erster Instanz gewonnen. Der juristische Streit war um Dieschburgs Diptych-Gemälde *Turandot* entbrannt, das sich an Zhangs Modefotografie,

einem Cover für die vietnamesische *Harper's Bazaar*, inspirierte. Der Richter Hannes Westendorf entschied damals in erster Instanz, dass Jingna Zhangs Bild nicht von Originalität zeuge, also „banal“ sei, und somit kein Plagiat bestehe. Vergangenen Dienstag trafen sich Zhang (vertreten von ihrem Anwalt Vincent Wellens) und Dieschburg (vertreten von Gaston Vogel) zum ersten Mal persönlich vor dem Berufungsgericht. Auf elf Seiten legte Wellens dar,

inwiefern das Bild Kreativität und Originalität beweise, untermauert mit Aussagen von Zhangs Arbeitskollegen, etwa der Stylistin, die beim Shoot anwesend waren. Gaston Vogel stritt all das das erneut ab, an ihrer Fotografie könne Zhang „nicht den kleinsten persönlichen Einfluss“ geltend machen. Er stellte die Wahrhaftigkeit der Zeugenaussagen von Zhangs Team infrage, sprach von einer „collégialité malsaine“. Der

Presse traute er nicht genügend Augenmaß zu, über diese Affäre objektiv zu berichten, wie das *Tageblatt* gestern schrieb. Am 8. Mai soll eine Entscheidung fallen – wenn Zhang den Prozess erneut verliert, wird die Stylistin klagen. SP





Les neuf vies de Kid Colling

IIII Kévin KroczeK

Tous les moyens sont bons pour gérer la pression qui précède une montée sur scène. Certains prient, se prennent dans les bras ou se dépressent. D'autres encore, comme Leonard Cohen ou Claude François, avaient l'habitude de boire du whisky quelques minutes avant le grand saut. Lorsqu'on demande à Kid Colling s'il a un rituel d'avant concert, il réfléchit longuement et n'en trouve aucun. Le musicien est à l'aise sur toutes les scènes, petites et grandes, et il aime trop ça pour ressentir de la nervosité. Toutefois, en ce vendredi 9 février au soir, les circonstances sont quelques peu particulières et le plus réputé des bluesmen luxembourgeois de sa génération ressent une légère appréhension. Avec sa formation, le Kid Colling Cartel, il présente au public local le fruit de plusieurs années de travail. Un album intitulé *Living on the Wild Side*, paru le jour même sur le label Rock'n'Hall. Tandis que la salle se remplit peu à peu au son de la musique de

San-Ho-Zay, qui assure la première partie du show, Kid Colling briefe ses musiciens.

Stéphane « Kid » Colling est un miraculé. Son histoire touchante, on la connaît. C'est celle d'un orphelin né à Bogota, adopté par un couple de luxembourgeois et qui, en trainant dans un bar de Clervaux, a fait la rencontre de la musique blues, qui a changé sa vie. « N'importe quel bluesman te dira la même chose. Le blues n'est pas une musique que tu choisis. Elle te choisit toi. Tu ne peux pas l'expliquer, c'est un ressenti ». Adolescent, comme la plupart des gamins de son âge, il écoute Nirvana, Rage Against the Machine ou encore le Wu-Tang Clan. Il écrit d'ailleurs des textes de rap et songe à en pratiquer sérieusement. Mais voilà, un jour il entend un solo de Luther Allison et trouve sa vocation. On se l'imagine alors arpenter tous les bars du nord au sud, sa guitare sur le dos. Mais en vérité, la première fois qu'il

monte sur une scène, c'est sur le tard, et dans une disposition clairement trop ambitieuse pour ses frères épaules d'alors.

Nous sommes en 2009, il a 25 ans et sa première formation Ousiders mood est invitée à jouer à Weiswampach lors d'un événement de charité organisé par les Harley Brothers, un club de motards. « J'ai déconné (rires). J'avais B.B. King en tête donc j'ai ajouté une section cuivre, plusieurs guitares, une chanteuse, la totale ». Le jeune compositeur se heurte alors à un public peu expressif. « J'avais l'impression qu'ils applaudissaient par pitié ». Il sera rassuré par l'organisateur, satisfait, mais sait qu'il devra faire mieux. En 2012, il fonde son Cartel qui va écumer douze années durant le circuit local pour devenir une référence luxembourgeoise en matière de blues rock alternatif. Aujourd'hui la formation se compose du bassiste David Franco, du batteur Florian Pons et du claviériste Alex Logel. La Grande Région, ils en font le tour. Leur objectif est clairement l'exportation à l'international.

Kid Colling s'est rendu un jour sur ce carrefour aux fins fonds du Mississippi où, d'après la légende, le grand Robert Johnson aurait pactisé avec le diable pour devenir le plus grand guitariste de son temps. Cette pensée avait alors effleuré l'esprit du luxembourgeois, mais il n'a pas fait la rencontre espérée. Aujourd'hui, si l'occasion de présentait, il y réfléchirait à deux fois. Il vient d'être père et a perdu le sien il y a quelques années. Ces événements changent un homme. 2023 a en outre été l'année qui lui a amené une certaine stabilité, notamment en

Le blues traditionnel et rural a laissé place à une musique sauvage, aux accents hispaniques

travaillant deux jours par semaine au Hariko d'Esch-sur-Alzette où il s'occupe du volet musical. Pour autant, sa principale occupation professionnelle reste celle du développement de son Cartel. « Je vois aussi ma musique comme une entreprise. C'est beaucoup d'investissement en matériel et en formation et apprentissage. Puis ça coûte une blinde de sortir un album... ». Il ne voit pas la paternité comme un frein à sa carrière, mais à l'inverse, comme un motif de motivation supplémentaire.

Retour à la Rockhal où son public fidèle découvre le nouvel opus. Pour l'occasion, Laurent Pisula, un second guitariste est venu prêter main forte au groupe. Leur duo créé des étincelles. Plus d'une heure durant, le Cartel interprète une partie de son répertoire. Le blues traditionnel et rural a laissé place à une musique sauvage et, il faut le dire, reconnaissable. L'album a été en partie composé lors d'un séjour de trois mois à la Nouvelle-Orléans, et cela s'en-

DIE KLEINE ZEITZEUGIN

Karneval und Krieg

IIII Michèle Thoma

Gerade noch waren die Witzkanonen angeworfen, knallbunte Panzer rollten durch die Hochburgen des Frohsinns, das Schnellfeuerwerk der gnadenlosen Lustigkeit ratterte. Während der deutsche Bundeskanzler Granaten tätschelte und den Spaten in ein Erdreich rammte, dem alsbald, wie unpoetisch, ein Munitionswerk entwachsen sollte.

Wer von uns Verweichlichten hätte gedacht, dass er/sie solch sperrig-archaischen Wortgetüme noch mal in den Mund nehmen würde! War das nicht mal ziemlich out? Sie klingen, so dachten wir etwas voreilig, doch recht deplatziert im dritten Jahrtausend. So wie Thyssen Krupp, wie Schützenpanzer, Kampfpanzer, Minenräumpanzer. So wie Schützengräben. So wie Ratten in Schützengräben. So wie umzingelte Stadt, so wie Feldlazarett. Kannte man aus dem Gallischen Krieg und aus *Im Westen nichts Neues*, all das doch schon eine Weile her.

Es gibt aber auch zutiefst Schönes in dieser neuen uralten Sprachwelt. Zum Beispiel der von Olaf Scholz zitierte Spruch von den Allen für Einen und von dem Einen für Alle. Das klingt so rührend pfadfinderisch loyal, derart treuherzig spricht Olaf Scholz hier von der Nato, dass einer die Zähnen über das zerfurchte Antlitz rinnen, nie wieder wird sie schlecht über die Nato reden. Und schon nennt der ukrainische Präsident den deutschen Kanzler Anführer und die Rüs-

tungsunternehmer freuen sich über die Führungsrolle. Und hatte nicht schon im Oktober der General a.D. Roland Kather von seinem größten Vergnügen geschwärmt, nämlich dem, sich in einem deutschen Rüstungskonzern zu befinden? Davon, mit welcher Begeisterung und welcher Hingabe, wie er sich begeistert ausdrückte, die Männer und Frauen dort in drei Schichten arbeiten.

Wir leben nicht in Friedenszeiten! sagt der deutsche Kanzler noch, für alle die es immer noch nicht gecheckt haben, solche aus meiner Degeneration zum Beispiel, realitätsferne Boomer/innen, denen noch nie Schrapnell, aus welcher literarischen Quelle kommt das jetzt angefliegen?, um die Ohren gezischt ist. Die Tauben und Regenbögen im Kopf haben und sich einst vorstellten, es wäre Krieg und keiner würde hingehen. Es war aber kein Krieg. Zumindest nicht da, wo sie waren. In jener guten alten Zeit war die Nato böse, Amerika sowieso, alle kannten sich aus und die Welt war in Weltordnung. Und die Guten und Richtigen waren Pazifist/innen, außer wenn sie im Dschungel gegen den Imperialismus kämpften, aber das kam eher selten vor, und niemand hätte sie dafür in die berühmte rechte Ecke gestellt, die jetzt schon sehr voll ist.

War doch wirklich nett die letzten fünfzig Jahre, dämmert es ihnen plötzlich angesichts grüner Politiker/innen, die neben Panzern strahlen, angesichts von Jour-

nalist/innen, deren Stimmen sich überschlagen beim Aussprechen des Wortes Krieg, angesichts von Talkshow-Gästen die einander nach Moskau schicken damit sie endlich wissen was Sache ist. Ein CDU-Politiker und Oberst a.D. ruft gar exaltiert ins Wohnzimmer, man müsse den Krieg nach Russland tragen. Ins Reich des Bösen. Des personifizierten Bösen. Der gerade erst einen strahlenden Helden umgebracht hat, so dass alle jetzt noch beklemmender ostwärts schauen ins Schwarz der Polarwolfnacht. Den sterbenden Helden der eigenen Werte haben sie gerade nicht auf dem Schirm.

Kriegsbesoffen nennt das Sahra Wagenmagd, gerade rollte sie noch mit Puppe Putin im Nacken auf einem knallbunten Panzer neben Alice Weidel durch eine Hochburg des Frohsinns. Andere sprechen lieber von Kriegstüchtigkeit, das Wort Kriegswirtschaft hingegen wird eher zögerlich verwendet, es wird einfach nicht populär. Sehr beliebt ist aber derzeit ein Zitat, auch schon etwas älteren Ursprungs, in dem Friedwilligen geraten wird, den Krieg doch schon mal vorzubereiten.

Und dann, nach all den Panzern, Hauptitzen und Kanonen, nach all den Leoparden, Mardern, Drohnen, Dachsen, Wisenten und Tauros, nach all den Mehrfachraketenwerfern und Fliegenabwehraketen kommt auch sie ins Spiel. Die gute alte altmodische Atombombe. Vielleicht schafft sie es ja. ●

tend. Pour autant, contrairement aux projets précédents, certaines compositions comme *El Gato* apportent une couleur hispanique à l'ensemble, pour une sorte de retour aux sources inédite. L'histoire de ce morceau vaut d'ailleurs le coup d'être lue.

Un matin de 2017, un homme découvre dans le journal l'annonce d'un concert de fatsO, un blues band colombien en pleine tournée européenne, et qui est de passage à la Coque. Il découpe l'article et le glisse sous la porte de son fils. Ce fils, c'est Kid Colling, qui s'empresse de prendre contact avec le management du groupe. Il est invité au show et fraternise avec son leader, Daniel Restrepo a qui il rendra visite à deux reprises à Bogota. La musique étant essentiellement le fruit de belles rencontres, Restrepo est en featuring sur *El Gato*, un morceau aussi entraînant que personnel, qui dénote dans la discographie du Cartel. Kid Colling y conte son histoire sur des notes de ukulélé. L'histoire d'un chat, un *gato*, qui retombe toujours sur ses pattes malgré tous les coups durs. Un clip de ce morceau, qui a le potentiel d'un hit a d'ailleurs été tourné en Colombie. Il devrait sortir au printemps. On dit qu'un chat a neuf vies. Lorsqu'on demande à Kid Colling s'il en est encore à sa première, il réfléchit longuement. « Je me suis déjà retrouvé dans différentes histoires dignes de films d'action... De vies, j'en ai carrément utilisé quelques-unes, mais il m'en reste encore assez. » ●

Living on the Wild Side est disponible sur toutes les plateformes de streaming. kidcolling.com

D'GEDICHT VUN DER WOCH

Al a kal

IIII Jacques Drescher

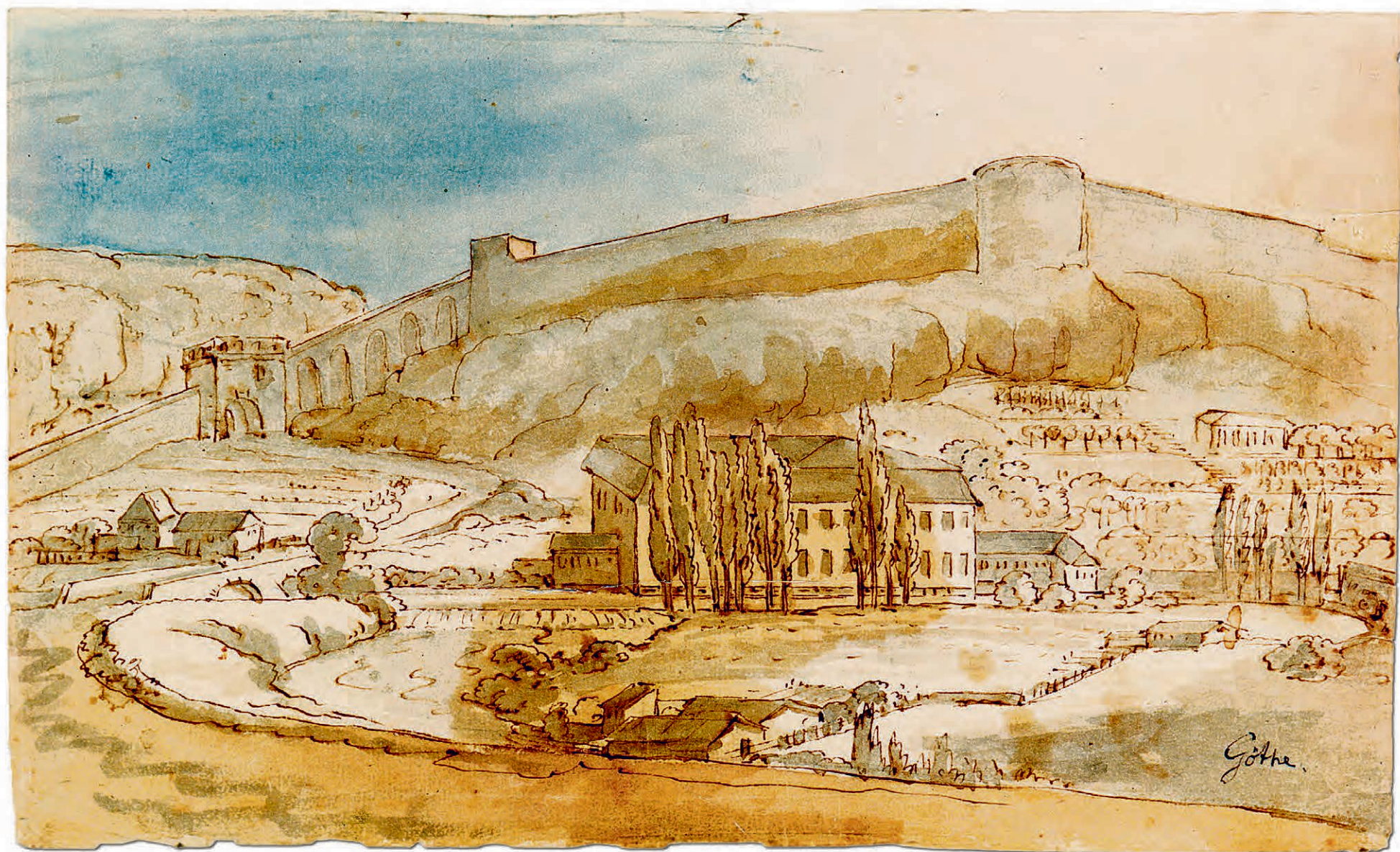


Wann zwou al Frae klappen,
Dann ass der Däiwel lass.
Déi eng mécht Jiu Jitsu,
Déi aner gouf gebass.

Déi éischt heescht Simone Beissel,
Déi bierelt wéi en Uess.
Déi zweet ass d'Astrid Lulling,
Déi bäisst bal an de Wues.

De Lëtzeburger Heeschert,
Dee mécht zwar Sauerei,
Mee kënn net aus Rumänien –
Si fidderen deen hei.

Lo louch am Groussraum Lënster
E Kallef dout am Hee.
Vläicht war jo d'Simone Beißer
Als Wollef ënnerwee?



Eine Zeichnung von Goethe, die den Buchumschlag ziert

Goethes Streifzüge durch Luxemburg

IIII José Voss

Jene, die glauben, alles über Goethes achttägigen Aufenthalt in Luxemburg zu kennen, werden beim Lesen von *1792 Goethe in Luxemburg*, einem heimatkundlichen Meisterwerk, schleunigst eines Besseren belehrt. Dass das Großherzogtum Luxemburg mehrere berühmte Persönlichkeiten, darunter einige große Schriftsteller wie, beispielsweise, Ernest Hemingway, Victor Hugo und, nicht zuletzt, Johann Wolfgang von Goethe, maßgeblich inspiriert hat, ist gewusst. Im Rahmen eines Feldzuges, der ihn nach Frankreich führte, machte der Dichterfürst zwei Abstecher in unser Land. Nach der sogenannten „Kanonade von Valmy“, und nachdem er die damit verbundenen, schlimmen Erfahrungen der Kriegsgrauen (Plünderungen, Ausschreitungen, Verwüstungen) verdaut hatte, trat der weltberühmte Literat in Begleitung von Nikolaus Liser, einem luxemburgischen Husaren, im Oktober anno 1792 ohne nennenswerte Hindernisse die Rückreise von Lothringen nach Luxemburg an. Am meisten prägte ihn dabei der Ausflug ins Dreiländereck zum Schengener Freiheitsbaum, auf dem zu lesen steht: „Passant, cette terre est libre“.

Bei keinem anderen als Goethe, dem bedeutendsten und angesehensten unter allen deutschen Schriftstellern, bilden Geschichte, Biografie und Literatur eine solch enge Allianz. Daraus ergibt sich, dass der Start der geistigen Reise, die das Buch versinnbildlicht, nicht außerhalb der Monografie, sondern mittendrin liegt. Man kommt nicht von außen, man befindet sich unmittelbar in medias res, im eindringlich geschilderten, damaligen Geschehen und Leben. Man kommt nicht als Tourist, der sich lediglich die Highlights herauspickt. Man ist sofort unterwegs, mal als Neugieriger, der sich völlig entspannt treiben lässt, mal als Abenteurer, der ungeduldig allem entgegen sieht, was ihn auf der nächsten Seite erwartet.

Zugleich bekommt der Leser ein Feingefühl für sprachliche, raumzeitliche und, nicht zuletzt,

1792 Goethe in Luxemburg ist wahrlich ein dicker Schinken, der aber durch seine sorgfältige Edition und Aufmachung besticht

ideologische Eigentümlichkeiten, welche der französischen Revolutionszeit eigen sind. Ihm werden Mentalitäten und Gepflogenheiten einprägsam nahegebracht, und die Reize der damaligen Kulturen und Weltanschauungen, aufgrund von Zeitzeugnissen und Zeugenaussagen, wahrhaft sowie lebhaft vermittelt. Erstaunlich dabei ist, dass er die visuelle Komponente, sprich das ungemein reichhaltige ikonographische Material, nicht nur gar nicht vermisst, sondern, deren echtem Wert entsprechend, zu schätzen weiß.

Dass der Verfasser auch um heikle Themen keinen Bogen schlägt, zeigt sich zum Beispiel in dem Bemühen, das „Kind des Friedens“, wie Goethe sich in der *Italienischen Reise* selber bezeichnet, als Kriegsteilnehmer erscheinen zu lassen (S. 97). Zudem reihen sich Goethe-Zitate, Stimmungsbilder sowie Lebens- und Kriegsberichte nahtlos ein in eine Reihe nackter Begebenheiten. Die daraus entstehende eigentümliche Mischung der Stimmen (wenn der wohlwollend geneigte Leser uns diese musikalische Metapher erlaubt), gleichwohl sie von Klangfarbe und Fundus her gut zu unterscheiden sind, und den Figuren und Geschichten beispielsweise Anekdoten Charakter verleihen, begünstigt eine Atmosphäre, die etwas Ursprüngliches, Authentisches erzielt. Von jener kulturhistorischen Weitsicht zeugende Beispiele liefert der Text denn auch zuhauf. So, das Kapitel

„Auch ich in der Champagne“ (S. 97), das, später als wichtiger Bestandteil in Goethes Selbstbiografie *Dichtung und Wahrheit*, einen bevorrechtigten Platz einnehmen wird. Oder „Das Konvulat zur Farbenlehre“ (S. 181), und viele andere.

Zum originellen Konzept des Buches gehört die reiche Bebilderung, dank deren uns nicht nur der hohe Reisegast, auf Hochglanzpapier, lebhaft vorgestellt wird, sondern sich auch, mittels der zahlreichen Abbildungen seines Umfelds, eine eigentümliche Stimmung einstellt – nicht billig lockend, sondern wertvolle visuelle Sinnesindrücke vermittelnd, welche textlich ihre Vertiefung erfahren. Schon der Umschlag dient nicht bloß Dekorationszwecken. Wenn man ihn abnimmt und aufschlägt, erscheint er als eine Darbietung ansehnlicher und anschaulicher Tatbestände bezüglich Goethes Durchreise durch Luxemburg. Doch wirkt diese mosaikartige Kurzübersicht nicht krampfhaft überladen, sondern gleichermaßen kunstvoll, chronologisch wie logisch ineinander verwoben.

Schlichtweg „zum Einrahmen“ ist das aufschlussreiche, herrliche, reich bebilderte, in Leinen gebundene Luxusalbum des empathischen und von dem geistigen Verlangen, sich in Goethe einzufühlen beseelten Duo Hein-Groben. Vom Letztgenannten auf kluge, weiterführende, auf den neuesten Stand bringende Gestaltungsart, völlig neu bearbeitet und um rund 100 Seiten beträchtlich erweitert, hat der Originaltext von seinem Schwiegervater, seit der fast 100 Jahre zurückliegenden Erstveröffentlichung, nicht nur keineswegs an Popularität eingebüßt, sondern ein, wie ich meine, neues, tonangebendes Sprachrohr gefunden, das man so leicht nicht vergisst. Dank ausschlaggebender Ergänzungen lässt der Schwiegersohn nicht nur „Heins wissenschaftliches Lebenswerk“ neu aufleben, er macht es „der heutigen Generation wieder zugänglich“ (Einführung, S. 7), und zwar so, dass es durchaus lohnt, Goethes luxemburgische Erfahrungen

wiederzuentdecken. Nicht, dass hierbei eine Erzählung gegen den Strich gebürstet wird, es sind vielmehr kleine Details, kostbare Anekdoten sowie wichtige Fakten, welche die Neuauflage in einem vollkommen neuen Licht erscheinen lässt.

Nikolaus Heins monumentaler Ansatz findet in Joseph Groben einen weiteren begnadeten Erzähler, der nicht nur Goethe als Hauptfigur, sondern allen beteiligten Figuren auf subtile aber markante Weise eine spezifische Stimme verleiht, und somit ihre Charaktere und Verhaltensweisen vor unseren Augen glaubhaft macht.

1792 Goethe in Luxemburg ist wahrlich ein dicker Schinken, der aber durch seine sorgfältige Edition und Aufmachung besticht. Das Gesamtbild ragt durch eine vorzügliche Übersichtlichkeit heraus. Auch standen dem Herausgeber für seine bemerkenswerte Arbeit nicht nur moderne, drucktechnische Mittel, sondern, darüber hinaus, neue zeitgenössische Quellen zur Verfügung, die ihm eine nahezu lückenlose Geschichtsschreibung gestatten, und ihm die Fähigkeit zusichern, über Gegebenheiten zu berichten, die manch erhellenden Blick auf von seinem Vorgänger Unterlassenes beispielsweise Verschwiegendes ermöglichen, worauf, übrigens, das informative Vorwort (1925/1961) zur dritten Auflage (S. 9) verweist.

Ansonsten, und alles in allem betrachtet, ist das hier besprochene Buch ein Glücksfall. Und dies nicht nur wegen der wunderbar glaubwürdigen und treuen Wiedergabe der Fakten, sondern auch und vor allem wegen der einfühlsamen Einstellung der beiden Erzähler zum vergangenen Geschehen. Deren beispielhafte Vortragsleistung zu würdigen hieße Eulen nach Athen zu tragen. ●

Nikolaus Hein, *1792 Goethe in Luxemburg*, 2023. Aktualisierte und erweiterte Auflage von Joseph Groben. Edition Imprimerie Centrale, Luxembourg. 336 S.

S

T

|

L

Renaissance

IIII France Clarinval

Situé à Habay, à moins d'une heure de route de Luxembourg, le Château du Pont d'Oye est célèbre pour avoir été la propriété de la famille Nothomb – celle de l'ancien ministre belge Charles-Ferdinand et de l'autrice Amélie, pour ne citer que les membres de la famille les plus connus. Il y a encore une dizaine d'années, des résidences accueillaien des écrivains de langue française où plusieurs Luxembourgeois participaient. Jusqu'à 2019, des fêtes de mariages et autres célébrations familiales y étaient organisées. Mais l'entretien d'une telle demeure coûte cher et la famille, très endettée et désemparée devant l'état de délabrement du château s'en détourne. Aujourd'hui, après cinq ans et près de huit millions d'euros d'investissement, l'endroit rouvre ses portes.

Le lieu chargé d'histoire accueille à nouveau des clients, grâce au mécénat de Vincent Gouverneur et la ténacité de l'architecte d'intérieur Diane Matgen.

Associé gérant chez Deloitte Luxembourg, Vincent Gouverneur est né dans la région et, comme tous les gens du coin, connaît bien le château du Pont d'Oye et la forêt d'Anlier qui l'entoure. En recevant des journalistes, il raconte qu'on lui a proposé d'acheter le château alors qu'il cherchait une propriété forestière pour sa famille dans les Ardennes. « Cela ne correspondait pas du tout à mes recherches, mais je l'ai quand même visité, par curiosité. » Il constate alors un état de délabrement avancé. « Les murs pleuraient, des arbres poussaient dans la toiture éventrée. »

Vincent Gouverneur, sans encore savoir dans quoi il s'embarque, sent comme une mission de redonner vie à ce château. Pas flambeur pour un sou, il réfléchit à une manière de rentabiliser les lieux. Il mise sur la réouverture d'un hôtel (douze chambres actuellement), avec un lieu pour les mariages, les séminaires, des *team buildings*. À cela s'ajoute déjà

sur le site, un gîte de six chambres. D'importants projets pour augmenter l'attrait et la capacité d'accueil sont sur les rails. Une partie wellness et sport ne devrait pas tarder, mais surtout des logements insolites dans le parc où vivent aussi des castors, cols verts et hérons sont à l'étude.

Pas besoin de faire des efforts pour la notoriété : le nom est connu et l'endroit plaît. La remise en état de la vaste demeure a été une autre paire de manche. Un défi financier d'abord, car le Pont d'Oye était géré par une société anonyme « criblée de dettes, sur la liste noire des banques », résume le nouveau propriétaire. Il ne peut donc pas emprunter et les aides publiques lui sont refusées parce que – curieusement – le château n'est pas classé comme monument historique. « J'ai dû vendre une autre propriété alors que mon but était d'en acheter une ».

Le défi architectural est de taille aussi « pour retrouver l'âme » du château. Diane Matgen s'installe sur place pendant toute la durée du chantier pour « l'apprivoiser », décrit-elle. L'architecte d'intérieur travaille avec des artisans locaux pour trouver les bons matériaux, les bonnes couleurs et le savoir-faire spécifique. Ainsi, Peinture Robin recrée un mélange pour retrouver la couleur de la façade. Un compa-

gnon du devoir, Guillaume Guérain a réalisé le travail sur la charpente. Dans l'ensemble, la rénovation est précise, de bon goût et sensible. Elle redonne au lieu un lustre longtemps oublié.

Quand en 2021, Amélie Nothomb a publié *Premier Sang*, le roman qu'elle dédie à son père, le Château du Pont d'Oye n'était plus tout à fait en étant de déliquescence mais pas encore à nouveau habitable. Elle raconte, dans ce qui sont parmi les meilleures pages du roman, comme était le Pont d'Oye, quand le baron Pierre Nothomb, poète désargenté, y régnait, sur une tribu qui fait à Patrick, le père d'Amélie, l'effet d'une « horde de Huns ». On manque d'argent et Pierre, se sert toujours en premier et ne laisse que des miettes à son épouse, et les miettes des miettes à sa progéniture. « Au Pont d'Oye, on pratique le darwinisme pur et dur », écrit-elle.

L'histoire du Pont d'Oye n'a pas commencé avec les Nothomb, elle remonte même au 17^e siècle quand a commencé l'exploitation du bois, de l'eau et du minerai d'alluvion pour développer une petite industrie métallurgique. On y fabriquait entre autres des taques de cheminée, dont certaines sont encore présentes au château. L'activité a prospéré et le domaine est devenu une seigneurie avec un château et un moulin. Le moment le plus raconté (et fantasmé) de l'histoire du Pont d'Oye est au 18^e siècle quand le domaine a échoué à Charles-Christophe du Bost-Moulin. Il a épousé Louise-Thérèse de Lambertye, qui est devenue la Marquise du Pont-d'Oye, figure légendaire et sujet de nombreux ouvrages littéraires. Mais les frasques de la marquise et les difficultés financières du domaine ont mené le couple à la ruine.

À la Révolution française, le site a été pillé et grandement détruit. Il fut reconstruit au 19^e siècle par le baron Vauthier de Baillamont, puis repris par la Société des Hauts-Fourneaux du Luxembourg en 1837. En 1932, le château est racheté par Pierre Nothomb. Vu sa double carrière politique et littéraire, il y recevait avec beaucoup : des hommes influents, des personnalités royales ou des écrivains comme Francis Jammes, Georges Bernanos, François Mauriac, Edmée de La Rochefoucauld, Maurice Genevoix et tant d'autres. Lui-même écrivit : « À Bruxelles, on exigeait de moi une politesse permanente ; au Pont d'Oye, toutes les impolitesses étaient tolérées et sitôt oubliées ». Pierre Nothomb est d'ailleurs enterré sur le site, près de l'étang. ●



Le château a retrouvé ses couleurs

land

23.02.2024

L'ENDROIT

Rico

La mer n'est pas tout à fait à côté quand on vit au Luxembourg. La gastronomie



piscicole n'est pas aussi développée que la carnée. Aussi, les restaurants spécialisés en poissons et fruits de mer sont généralement chers et ne connaissent pas forcément le succès. Récemment ouvert rue Louvigny au centre-ville, Rico tente de donner une nouvelle image à ce secteur. Sous-titrée « place du poisson », l'enseigne propose au client de choisir son plat directement sur l'étal. Le poisson sélectionné sera ensuite pesé (les prix sont calculés par cent grammes de

matière, ce qui peut vite faire grimper l'addition) et préparé, soit au barbecue à charbon (photo : fc), soit poché, soit au four. La cheffe Arusya Gukasyan a déjà travaillé ce concept dans un restaurant qui portait le même nom, en banlieue de Moscou. Il lui reste beaucoup à faire pour arriver au niveau de qualité vanté sur les réseaux sociaux : peaufiner le service pour plus d'efficacité, à apporter une meilleure attention aux cuissons et à développer une carte des vins digne de ce nom. FC

L'ENDROIT



Soupmania

Depuis la disparition de À la soupe, il manquait un endroit pour se reconforter à la

chaleur d'un bol de soupe. Soupmania a ouvert il y a quelques semaines, rue des Bains, et ne désemplit pas. Caroline van Kasteren, l'initiatrice des lieux a œuvré pendant de longues années dans le monde de la restauration avant de changer de voie. La voilà de retour aux fourneaux avec des propositions fraîches et savoureuses de soupes nourrissantes et faites maison. Pois chiches et patates douces, carottes aux clémentines et gingembre, Bouneschlupp

luxembourgeoise (avec ou sans Mettwurst), bouillon thaï aux légumes, poulets et pâtes de riz ou encore champignons, épinards et parmesan : les recettes mêlent les influences et les goûts (photo : fc). On peut ajouter divers ingrédients comme des boulettes de bœuf, des ravioles, des croûtons ou du tofu. En plus de ces soupes, des quiches (légumes, saumon ou champignons et lardons), wraps et des salades sont proposées. Tout ça dans un cadre paisible et à prix correct. FC